

CONSEIL DE LA NATION

**Ouverture de la session
parlementaire
2020/2021**

P. 24

RÉFÉRENDUM SUR LA CONSTITUTION

**Chenine : "une nouvelle
ère dans l'histoire
du pays"**

P. 24

PÉTROLE

**Le Brent frôle
les 46 dollars
à Londres**

P. 7

REPRISE DE LA VIE SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Les préparatifs vont bon train

Les préparatifs pour une reprise réussie de la vie scolaire et universitaire semblent aller dans le bon sens, pour permettre aux millions d'élèves et d'étudiants de renouer avec les bancs des écoles et des universités après des vacances forcées qui ont duré depuis le mois de mars dernier. Le ministre de l'éducation nationale a donné quelques chiffres sur le nombre d'élèves et d'enseignants concernés par les révisions en cours pour les examens du BEM et du BAC. Son collègue de l'enseignement supérieur a reçu des représentants syndicaux pour mettre sur la table leurs revendications socioprofessionnelles.

P. 3

DKnews



MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

**Recrudescence de l'"usage
abusif" des fausses
signatures d'articles
de presse**

P. 24

LOI DE FINANCES 2021

**"De nouvelles mesures
incitatives au profit des
filiales industrielles"**

P. 3

CONFINEMENT À ALGER

**Reconduction
des autorisations
de circulation**

P. 4

SANTÉ

**TROUBLES
DU SOMMEIL
Quelle est
l'heure
idéale pour
se coucher ?**

P.p 12-13

F   T BALL

LIGUE 1

**La Commission
médicale de la
FAF invite les
clubs à préparer
leurs dossiers
médicaux**

P. 21



TÉLÉCOMMUNICATIONS

**Hocine
Helouane
nouveau
PDG
d'Algérie
Télécom**

P. 17

RESSOURCES
EN EAU

**Fin de
fonctions de
plusieurs
directeurs et
responsables**

P. 2

ALGER

27 hectares de forêts ravagés par les feux depuis le mois de juin



Vingt-sept (27) hectares du couvert végétal ont été ravagés par les feux à Alger depuis le début du mois de juin jusqu'au mois d'août 2020, a-t-on appris mardi de la responsable de la Communication à la Direction des forêts et de la ceinture verte d'Alger, Imane Saïdi.

Depuis l'activation du Plan anti-incendie du 1er juin au 30 août 2020, 43 foyers d'incendies ont été enregistrés à travers le territoire d'Alger ayant englobé une superficie de 27 hectares de forêts entre buissons et broussailles, dont 11 hectares depuis juin, outre 16 hectares suite à l'incendie qui s'est déclenché dans la forêt Céleste de Bouzaréah le 29 août, a précisé Mme Saïdi à l'APS.

L'intervention rapide des agents forestiers d'Alger a permis de circonscrire ces foyers à travers l'ensemble des forêts de Céleste (Bouzaréah), Bainem et Ghmidri (Beni Messous) et autres.

S'étendant jusqu'au 31 octobre prochain, le Plan anti-incendie est "un mécanisme qui a prouvé son efficacité" pour faire face aux incendies et réduire les superficies forestières détruites en vue de protéger plus de 5000 hectares de forêts dans la capitale.

La même responsable a rappelé que 3 équipes d'intervention rapide ont été mobilisées à cet effet et dotées d'équipements et de moyens nécessaires pour intervenir en cas de prolifération de feux, ainsi que 3 camions citernes.

Elle a également ajouté la mobilisation de 54 agents d'intervention rapide et des équipes de protection civile, ainsi que l'installation de 5 tours de contrôle réparties à travers les forêts de 19 Juin, Bainem, Ben Aknoun, la femme sauvage et Magtaa Kheira. Pour rappel, le patrimoine forestier de la wilaya d'Alger s'étend sur plus de 5.000 ha de superficie, répartis à travers 113 sites forestiers, dont un nombre important se trouve au niveau des agglomérations, soit une superficie estimée entre 1 et 8 ha, alors que les grandes forêts de la capitale s'étendent sur une superficie de 300 à 600 ha.

ALGER - CRIMINALITÉ

Saisie de plus de 6.000 unités de boissons alcoolisées et arrestation de 3 individus à Ouled Fayet

Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de Ouled Fayet relevant de la circonscription ouest de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à la saisie de plus de 6.000 unités de boissons alcoolisées et à l'arrestation de trois (03) individus suspects, a indiqué mardi un responsable au sein de cette brigade sécuritaire.

Dans une déclaration à la presse en marge de l'exposition des objets saisis, le représentant de la brigade mobile de la police judiciaire de Ouled Fayet, lieutenant Djamel Djaakour a fait savoir que cette opération avait permis la saisie 6.155 unités de boissons alcoolisées et une somme d'argent d'un million de centimes outre l'arrestation de 3 mis en cause.

Selon la même source, cette affaire relative au stockage, au transport, à la vente de boissons alcoolisées sans autorisation et à l'évasion fiscale, a été traitée à la faveur d'informations sûres reçues par la brigade qui a mis en place un plan bien ficelé ayant mené à l'arrestation des mis en cause.

Les suspects seront déferés devant les autorités judiciaires compétentes, une fois les procédures judiciaires finalisées.

RESSOURCES EN EAU
Fin de fonctions de plusieurs directeurs et responsables

Le ministre des Ressources en eau a mis fin aux fonctions de plusieurs directeurs et responsables relevant de son secteur au niveau national, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

"En application des instructions données par le président de la République au ministre des Ressources en eau lors du Conseil des ministres tenu le 23 août visant à venir à bout du problème des coupures de l'eau potable et de la mauvaise gestion des ressources en eau dans certaines villes et zones d'ombre et en continuité des mesures prises précédemment portant fin de fonctions du Directeur général et de cadres de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL) ainsi que de directeurs locaux d'unités, le ministre des Ressources en eau a mis fin aux fonctions des directeurs des Ressources en eau des wilayas de Sidi Bel Abbès, Mascara, Ain Témouchent, Relizane, Tlemcen, Naama, Souk Ahras, Blida, Saïda et Tissemsilt", lit-on dans le communiqué.

Il a été mis fin fonctions aux directeur par intérim des Ressources en eau des wilayas d'Oran, Khenchela, Tébessa, et M'sila, a ajouté la même source.

Le ministre a mis fin également aux fonctions des directeurs délégués des Ressources en eau et de l'environnement de la circonscription administrative de Timimoune et de la circonscription administrative de Bordj Badji Mokhtar.

Il a mis fin aux fonctions des chefs de départements des sections des circonscriptions administratives de Birtouta, Chéraga, Rouiba et Bouzaréah à Alger, a conclu le communiqué.

NÂAMA

Saisie de plus de 98 kilos de kif traité à Meghrar



Les services de police et de la gendarmerie nationale de la wilaya de Nâama ont saisi une quantité de 98,5 kilos de kif traité lors d'une opération conjointe dans la daïra Meghrar (sud de la wilaya), a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de la sûreté de Nâama.

L'opération a été menée suite à l'exploitation d'informations parvenues au service de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya faisant état de la présence d'une quantité de drogue au lieu-dit Oued Namous, sur le territoire de la daïra de Meghrar, prête à être transportée et commercialisée, a-t-on indiqué.

La fouille de cet endroit a permis la découverte de cette quantité de kif traité.

Informé de la situation, le procureur de la République du tribunal d'Aïn Seфра a ordonné la poursuite de l'enquête sur cette affaire, a-t-on précisé de même source.

MILA

Secousse de 3,0 à Grarem-Gouga (CRAAG)



Une secousse de 3,0 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée mardi à 21H57 à Grarem-Gouga dans la wilaya de Mila, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de cette secousse tellurique a été localisé à 9 km ouest de Grarem-Gouga, a précisé la même source dans un communiqué.

La wilaya de Mila a enregistré, depuis début août, plusieurs secousses telluriques notamment dans la commune de Grarem-Gouga, après le séisme de magnitude 4,9 degrés sur l'échelle de Richter qui l'avait frappé le 7 août dernier, occasionnant des dégâts matériels, notamment l'effondrement de bâtisses.

OUARGLA

Plus de 20 cités et quartiers concourent pour le prix de la plus propre cité



Plus d'une vingtaine de cités et quartiers prennent part au concours de "la plus propre cité" de la wilaya d'Ouarгла lancée à l'initiative de l'association "Sanabel El-Kheir" de la commune d'Ain El-Beida, a-t-on appris mardi des responsables de cette association.

Lancée le 27 août dernier pour se poursuivre jusqu'à fin septembre courant, en coordination avec la direction de l'Environnement, cette initiative tend à encourager les efforts de préservation de l'environnement, l'ancrage de la culture verte et de l'esprit d'initiative en milieu de jeunes.

De nombreux jeunes internautes ont procédé à la diffusion de photos et de cartes de leurs cités et quartiers nouvellement nettoyés et embellis dans le but d'encourager leurs pairs à leur emboîter le pas et s'impliquer dans les actions d'amélioration de l'image de la wilaya, a indiqué le président de l'association Abderrahim Ouamer.

L'initiative a été marquée par une rude compétition entre les grands quartiers et cités, dont Said-Otha, Mekhadma et Béni-thour, qui se sont attelés à redorer l'image de leur centre urbain de dessins urbains et de plantation d'arbres, a-t-il ajouté.

Le concours, qui se poursuit à travers d'autres régions de la wilaya, à l'instar de N'goussa, Ain-Moussa et El-Bour, sera soumis à l'évaluation d'une commission relevant de la Direction de l'Environnement qui désignera le lauréat.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les préoccupations socioprofessionnelles des enseignants universitaires au cœur d'une rencontre entre le ministre et la FNESRS

Les préoccupations socioprofessionnelles des enseignants universitaires ont été au cœur d'une rencontre tenue mardi entre le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, et la Fédération nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (FNESRS), et ce dans le cadre de la consécration de la culture de dialogue et de concertation avec les partenaires sociaux.

Cette rencontre qui a réuni au siège du ministère, le ministre avec les responsables de la FNESRS représentant les catégories des enseignants chercheurs et le syndicat des chercheurs permanents et le personnel chercheur a porté sur de nombreuses préoccupations socioprofessionnelles à leur tête le partenariat et le dialogue au niveau des établissements universitaires et de recherche, des instances scientifiques et des laboratoires de recherche. Elle a porté également sur la carrière de l'enseignant universitaire, le chercheur permanent et le personnel de recherche ainsi que les œuvres sociales au profit de l'enseignant universitaire et du dossier de logement.

Au sujet du logement, les responsables de la FNESRS ont mis l'accent sur la situation de l'enseignant universitaire qui souffre dans ce domaine en dépit de la convention conclue entre le MESRS et le ministère de l'Habitat, appelant à l'activation de cette convention et au parachèvement des projets en cours de logement dédiés aux enseignants en sus du dégel des autres projets". M. Benziane a fait part de son côté de contacts sur ce dossier, s'engageant à parachever les projets en cours de réalisation en attendant la réalisation d'autres projets". Il a également réaffirmé la disponibilité du ministère à "consacrer la culture de dialogue et de concertation avec les partenaires sociaux et tous les acteurs du secteur pour soulever la préoccupation et œuvrer à trouver les solutions nécessaires".

De son côté, le Secrétaire général du ministère, Noureddine Ghoulali a affirmé, en marge de la rencontre

en vue de renforcer l'enseignement et l'évaluation à distance, pour tous les niveaux, conformément à la situation sanitaire que connaît le pays". "Toutes les mesures sani-



que le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique "a mis en place une feuille de route en coordination avec tous les partenaires sociaux du secteur,

en vue de renforcer l'enseignement et l'évaluation à distance, pour tous les niveaux, conformément à la situation sanitaire que connaît le pays". "Toutes les mesures sani-

taires et préventives ont été prises, à travers le travail par brigade jusqu'à la clôture de l'année universitaire 2019/2020, prévue le 30 novembre en tenant compte de la capacité d'accueil de l'établissement universitaire", a-t-il ajouté, précisant que la prochaine rentrée universitaire est prévue pour le 1^{er} décembre et "tous les établissements universitaires sont prêts à accueillir les nouveaux bacheliers, en définissant une période consacrée à leur accueil, leur orientation et leur inscription". Un décret ministériel accordant aux étudiants le droit de choisir entre la présence au sein de l'établissement universitaire ou l'enseignement à distance, a été signé, a indiqué M. Ghoulali qui a annoncé d'autres mesures de facilitation des procédures d'évaluation et de passage.

EDUCATION-EXAMENS

Oudjaout : «les révisions suivies par 200.000 candidats au BAC et 56.000 candidats au BEM»

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout a fait état, mardi, de 200.000 candidats au Bac et 56.000 au BEM (Brevet d'enseignement moyen) ayant bénéficié, depuis le 25 août passé, des séances de révision et de préparation aux examens, à l'échelle nationale. "Les premières statistiques révèlent l'ouverture de 2.400 établissements et l'accueil de quelque 200.000 candidats aux examens du Baccalauréat, pour lesquels 43.000 enseignants ont été mobilisés", a précisé M. Oudjaout lors d'une visite d'inspection à l'école des sourds-muets de Rouiba en compagnie de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouther Krikou, également ministre du Travail par intérim. Concernant les épreuves du BEM, le ministre a indiqué que "5600 collègues ont été aménagés pour recevoir 56.000 candidats encadrés par 43.000 enseignants". M.

Oudjaout a rassuré, encore une fois, les élèves et leurs parents quant aux leçons incluses dans ces épreuves, à savoir celles dispensées, en présentiel, lors des deux premiers trimestres de l'année scolaire 2019-2020, appelant par la même l'ensemble des acteurs pédagogiques au respect des mesures de prévention contenues dans le protocole sanitaire.

Au sujet des personnes aux besoins spécifiques, le ministre a rappelé que le Gouvernement "accorde une importance particulière à cette catégorie", assurant que "les conditions humaines et matérielles nécessaires seront disponibles pour ces examens nationaux".

De même qu'il a invité l'ensemble de la famille éducative, y compris les parents d'élèves à "se mobiliser pour faire réussir cet important rendez-vous".

Affirmant que les services de la tutelle veillaient au suivi quotidien des révisions, le

ministre a évoqué l'élaboration d'une feuille de route par une cellule centrale composée d'inspecteurs chargés de consigner le nombre d'élèves présents à la révision, de professeurs, de médecins ainsi que les moyens de protection mis à leur disposition".

La réouverture des établissements éducatifs, après 5 mois de fermeture en raison de la propagation du Coronavirus, a permis de s'assurer des mesures préventives prévues dans le protocole sanitaire mis en place par le ministère de l'Éducation et approuvé le comité scientifique du ministère de la Santé, a ajouté M. M. Oudjaout. Il a cité, dans ce sens, la prise de température, le port obligatoire du masque, la distanciation sociale tant pour les élèves que pour les encadreurs, le marquage au sol des couloirs de passage pour l'organisation des déplacements au sein des établissements.

EXAMEN DU BEM ET DU BAC

Lancement d'une plateforme numérique en faveur des candidats aux besoins spécifiques

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a lancé, mardi, une plateforme numérique pour accompagner psychologiquement les candidats aux besoins spécifiques aux épreuves du BEM (Brevet d'enseignement moyen) et du Baccalauréat.

Lors d'une visite d'inspection menée à l'école des enfants sourds-muets de Rouiba (Alger), en compagnie du ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme Kaouther Krikou a supervisé le lancement de cette plateforme qui permettra aux candidats du baccalauréat et du BEM parmi les personnes aux besoins spécifiques d'exposer leurs préoccupations et de surmonter le stress à la veille des examens. Mme Krikou a indiqué que ce service électronique "s'inscrit dans le cadre de la plateforme numérique pour les consultations familiales lancée par le ministère en avril dernier, qui vise la prise en charge psychologique des élèves aux besoins

spécifiques, candidats aux examens du BEM et du baccalauréat, outre le spot publicitaire lancé par le secteur à cet effet".

La ministre a considéré que la psychologie sociale est "très importante" pour les élèves à l'effet de "les préparer et de les assister pour passer les épreuves dans de bonnes conditions". "La volonté pour réussir ne manque pas auprès de ces candidats", a-t-elle dit, appelant à "l'application stricte des mesures préventives et sanitaires". Pour sa part, la sous-directrice de la communication et des systèmes d'information au niveau du ministère de la Solidarité nationale, Doudja Djeddi, a mis en avant que l'accès à ce service se fait à travers le service numérique des consultations familiales www.servicessolidarite.gov.dz, où les élèves peuvent exposer leurs préoccupations ayant trait essentiellement à l'aspect psychologique, lesquelles seront prises en charge par des spécialistes et ce au niveau de 262 cellules de proximité au niveau national relevant du ministère de la Solidarité.

INDUSTRIE

Aït Ali : "de nouvelles mesures incitatives prévues dans la LF 2021 au profit des filières industrielles"

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham a affirmé mardi à Alger que la Loi des Finances (LF 2021) comportera de nouvelles mesures incitatives qui profiteront aux filières industrielles pour en faire des secteurs "indépendantes" et "viabiles".

S'exprimant lors de la cérémonie d'installation du Directeur du Conseil national consultatif des petites et moyennes entreprises (CNC PME), Adel Bensaci, le ministre a indiqué que ces mesures incitatives "permettront de créer des activités industrielles en Algérie dans les plus brefs délais et assureront la fabrication d'équipements de différents volumes, outre le développement des activités des sous-traitants".

A ce propos, M. Aït Ali Braham a mis en avant l'importance de l'industrie manufacturière qui va permettre d'assurer aux producteurs leurs besoins en matière d'équipements montables locaux et non importés auprès de marchés étrangers, sauf en cas d'extrême urgence.

Au volet industrie, la LF 2021 focalisera sur "les mesures incitatives d'investissement ainsi que la relance de l'indépendance financière et non pas l'investissement consacrant la dépendance économique, ce qui nous permettra de relancer l'industrie algérienne afin de garantir l'indépendance de l'Algérie en matière d'équipements industriels dont ceux destinés à la consommation et à l'industrialisation. Selon le même responsable, l'Algérie ne pourra réaliser son indépendance sans la fabrication des ses équipements utilisés dans la construction d'usines et autres équipements (industries manufacturières).

Le secteur mis sur le CNC PME pour la relance d'une filière majeure consistant en l'industrie manufacturière et la mécanique de précision, vu l'expérience dont jouit son directeur installé aujourd'hui. Le ministre a indiqué que M. Bensaci installé à l'expiration du mandat de l'ancien président, a été nommé au regard de son expérience en terme de mécanique de précision.

Relance de la filière de la mécanique de précision à travers les PME

Lors de la cérémonie d'installation, le ministre a déclaré que "M. Bensaci représente une filière qui a un rôle majeur dans la redynamisation de l'industrie algérienne et des petites et moyennes entreprises (PME) et qui contribue à la relance d'une

véritable industrie et d'une économie productrice non rentière".

Eu égard aux compétences techniques et à la volonté qu'il possède pour relancer l'industrie manufacturière et la mécanique de précision, M. Bensaci aura une tâche difficile consistant en la résolution des problèmes rencontrés par cette filière.

Le Conseil ouvrira la voie aux PME pour exprimer leurs besoins concernant cette filière et d'autres, outre la mise en oeuvre de la vision des autorités publiques quant à l'avenir de l'industrie en Algérie, a ajouté le ministre. Pour sa part, le président du CNC PME, Adel Bensaci a affirmé que le Conseil "tissera une relation indirecte entre les entreprises et les professionnels dans le secteur et le ministère de l'Industrie, en vue d'échanger et de transférer les informations sur les obstacles rencontrés par les PME de et vers le ministère et le Gouvernement, de manière à les soutenir et les développer et à leur permettre de produire et cibler l'exportation à l'avenir".

M. Bensaci supervise actuellement la gestion d'une société de mécanique de précision et de maintenance industrielle spécialisée dans la fabrication des pièces de rechange dans plusieurs domaines, dont les hydrocarbures, l'énergie, les camions, les véhicules industriels et militaires et autres. Considérant l'expertise technique qu'il possède en tant que président du Groupe de mécanique de précision Algérie qui regroupe toute la chaîne de fabricants dans la mécanique de précision, M. Bensaci a affirmé qu'il mobilisera à travers le Conseil, des opérateurs de terrain pour transférer des informations sur les problèmes industriels au ministère en question. Avant son installation à la tête du CNC PME, M. Adel Bensaci avait assuré la présidence du Cluster mécanique de précision et la gerance du Groupe de mécanique de précision et de maintenance des équipements. Créé en vertu d'une loi d'orientation de 2017 pour promouvoir les PME, ce Conseil vise à assurer un dialogue permanent et pérenne entre les autorités publiques et les partenaires sociaux et économiques sur les différentes questions et problèmes liés au développement et à la modernisation de ces entreprises. Il oeuvre également à promouvoir un partenariat entre les secteurs public et privé et encourager la création d'instances et d'associations professionnelles dans le but de contribuer au développement des PME.

CONFINEMENT À ALGER Reconversion des autorisations exceptionnelles de circulation

Les autorisations exceptionnelles de circulation délivrées par les services et circonscriptions administratives de la wilaya d'Alger "sont valides et en vigueur", et ce suite à la reconversion du confinement pour une durée supplémentaire de 30 jours à compter du premier septembre, a annoncé, mardi, la wilaya d'Alger.

"Suite à la décision du Premier ministre dans le cadre de la démarche progressive et souple adoptée par les autorités publiques pour la gestion de la crise sanitaire, le wali d'Alger porte à la connaissance de l'ensemble des citoyens de la capitale qu'il a été décidé de reconduire le confinement partiel à domicile appliqué et prévu par le décret exécutif 20-159 du 13 juin 2020, et ce pour une durée de 30 jours, à compter du 1er septembre 2020, de 23h00 jusqu'à 06h00", a précisé un communiqué de la wilaya. "Toutes les personnes, l'ensemble des autorités et organismes publics et privés ayant obtenu des autorisations exceptionnelles délivrées par les services de la wilaya d'Alger et des circonscriptions administratives après le 15 mai 2020, que ces autorisations demeurent en vigueur et nul besoin d'en délivrer de nouvelles", lit-on dans le communiqué.

En outre, il a été décidé, ajoute la même source, de "maintenir la mesure relative à l'interdiction de la circulation du transport urbain collectif public et privé durant les week-ends, à l'exception des taxis". La même source a fait état de l'ouverture des crèches et garderies d'enfants avec la mise en œuvre stricte d'un protocole sanitaire adapté qui doit comporter notamment l'utilisation, dans un premier temps, de 50% des capacités d'accueil de ces établissements, le respect de la distanciation physique, soumettre l'ensemble du personnel au test de dépistage de la Covid-19, préalablement à l'ouverture de l'établissement et le port obligatoire du masque de protection pour l'ensemble du personnel. Le protocole sanitaire comporte également l'affichage des mesures barrières et de prévention aux différents points d'accès, l'interdiction aux parents d'accéder aux locaux, la désinfection quotidienne des lieux, cuisines, sanitaires, tables, chaises et autres équipements, l'installation de paillasse de désinfection aux entrées, la mise à disposition de solution hydro-alcoolique, l'aération naturelle des lieux, et l'interdiction de l'utilisation des climatiseurs et des ventilateurs. Selon le communiqué les gérants de ces établissements sont tenus responsables en cas de non respect des mesures barrières et d'hygiène édictées. Des inspections inopinées seront effectuées et en cas de non respect du protocole sanitaire, l'établissement sera immédiatement fermé. Les bibliothèques, les salles de lecture et les musées seront ouvertes avec la mise en œuvre de protocoles sanitaires qui comportent, selon le cas, les mesures suivantes : l'utilisation de 50% des capacités d'accueil de ces établissements, le respect de la distanciation physique, le port obligatoire du masque de protection pour l'ensemble du personnel et la désinfection quotidienne des lieux. Il a été décidé, ajoute la même source, la levée de la mesure du congé exceptionnel rémunéré accordé aux femmes enceintes et celles élevant des enfants âgés de moins de quatorze (14) ans et du maintien de la mesure d'interdiction de tout type de rassemblement et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circonscription, tout en autorisant l'établissement des actes de mariage par les autorités compétentes.

LE MINISTRE DE L'HABITAT À MILA «Nécessaire respect des normes de construction dédiées à la population sinistrée du séisme à Mila»

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, a insisté mardi à partir de Mila sur l'impératif respect des normes de construction dans les lotissements dédiés à la population sinistrée du séisme ayant frappé cette wilaya, le 7 août dernier.

"Des directives ont été données aux cadres concernés pour la réalisation, dans les lots destinés à être bâtis, de villes modernes dotées d'espaces et d'équipements", a précisé M. Nasri lors d'une réunion tenue au siège de la wilaya, accompagné par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, en présence des représentants de la société civile, de la population sinistrée, ainsi que des experts et des spécialistes du bâtiment. Il a ajouté, dans ce sens, qu'il était nécessaire que "ces habitations soient réalisées conformément au modèle pavillonnaire" comme "première expérience" lancée depuis Mila.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a également souligné la nécessité de veiller à ce que les études géotechniques des lotissements dédiés à la population sinistrée soient prêtes "dans les plus brefs délais" tout en tenant compte, a-t-il dit, des normes requises dans

le domaine de la construction et de l'urbanisme.

M. Nasri a également appelé à se pencher sur le diagnostic du phénomène des glissements de terrain dans le quartier d'El Kherba de Mila, la zone la plus touchée par le séisme, tout en prenant le temps nécessaire pour effectuer les tests techniques requis afin d'accomplir un "travail qui permet de mieux comprendre ce phénomène." Réitérant l'engagement de l'Etat à soutenir et assister les personnes touchées par les répercussions du séisme, le ministre a relevé que sa présence aujourd'hui à Mila, accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire vise à suivre la concrétisation, sur le terrain, des décisions prises concernant la prise en charge des personnes affectées.

Dans le cadre de cette visite, les deux ministres se sont également rendus sur le site de Fardoua, dans la commune de Sidi Marouane, pour



inspecter le chantier des 600 logements publics locatifs (LPL), où le ministre de l'Intérieur, M. Beldjoud a instruit à l'effet d'assurer pour les enfants scolarisés des familles sinistrées le transport scolaire.

Selon les explications fournies sur site, 352 logements LPL de ce

programme "sont prêts à être attribués au profit des familles sinistrées." In situ, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a affirmé que les demandes de logements sociaux seront également prises en charge.

ENTREPRISES-NUMÉRISATION

"Lancement d'une plateforme numérique pour accompagner les promoteurs de micro-entreprises"

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des micro-entreprises, Nassim Diafat, a fait état, mardi depuis El-Oued, du lancement d'une plateforme numérique devant accompagner de manière étudiée les promoteurs de micro-entreprises et porteurs de projets de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ).

"Cette plateforme, retenue au titre des démarches de numérisation des secteurs prônées par le président de la République, notamment au volet économique, tend à conférer plus de transparence aux canaux de communication entre l'investisseur et le dispositif administratif de tutelle", a affirmé le ministre délégué, lors d'une rencontre de travail avec des investisseurs, à la maison de la culture Mohamed Lamine Lamouli.

Le lancement de cette plateforme, a-t-il ajouté, s'inscrit dans le sillage des réformes préconisées par la commission ministérielle chargée de la relance économique et visant le développement des micro-entreprises, en tant qu'épine dorsale de l'économie alternative aux hydrocarbures.

Le mécanisme de numérisation vise l'accompagnement technique étudié en direction des jeunes aspirant à l'investissement et postulant au montage de micro-entreprises, confortés par une formation et une qualification, ainsi que l'accompagnement

matériel des petites entités économiques en difficulté, en vue d'aplanir leurs contraintes et leur permettre un redécoupage, a expliqué M. Diafat.

Et d'ajouter que "la plateforme numérique, canal de communication pratique, contribuera à la prise en charge, de manière sérieuse, des préoccupations des investisseurs à l'échelle nationale, et permettra au dispositif administratif de tutelle de s'engager en permanence des phases de développement et de gestion des micro-entreprises, dont l'absence justement de données a influé négativement sur la dynamique de l'économie nationale".

En réponse aux doléances soulevées par les investisseurs, liées notamment aux volets du foncier industriel et de l'absence d'aménagement des zones d'activités industrielles, le ministre délégué a souligné que ces préoccupations sont conjoncturelles et que la nouvelle plateforme devra contribuer à leur résolution. "L'Etat prendra en charge l'aménagement de ces zones au profit des promoteurs sérieux en vue de promouvoir les micro-entreprises qui constituent une ressource pour l'économie alternative moderne, dans tous les pays", a-t-il fait assurer.

M. Diafat a convié, à cette occasion, les bénéficiaires du foncier industriel à se structurer en associations chargées de soulever et transmettre leurs

préoccupations afférentes à l'aménagement et l'installation des réseaux divers (eau, électricité, assainissement et routes), avant de valoriser la constitution de micro-entreprises en groupements industriels pour représenter une force économique à même de s'imposer dans le monde de l'industrie et des affaires. S'agissant de la faiblesse des opportunités de travail pour les micro-entreprises, notamment de services, le ministre délégué a fait part d'un projet d'amendement du code des marchés publics, en vue d'ouvrir des perspectives d'accès des aux micro-entreprises aux marchés, et dont les prémices commencent à apparaître à travers, par exemple, la signature de conventions avec l'entreprise Algérienne des eaux (ADE) pour accomplir des travaux de réparation sur le réseau d'eau potable. Le membre du Gouvernement a ensuite visité le projet d'aménagement de la zone industrielle d'El-Foula (40 km d'El-oued), d'une superficie de 200 hectares et destinée à accueillir de grands investissements industriels, et dont les travaux tirent à leur fin. Il a ensuite inspecté, au terme de sa visite de travail de deux jours dans la wilaya, une exploitation privée spécialisée dans le conditionnement de dattes à Sidi-Amrane (wilaya déléguée d'El-Meghaier), avant de se rendre à Still pour visiter une unité privée de conditionnement de sel.

PARTIS

Installation des membres du bureau politique du FLN

Les membres du bureau politique du parti du Front de libération nationale (FLN) issu de la dernière session du Comité central (CC) du parti, ont été installés mardi. La nouvelle composante du bureau politique comporte 18 membres: Hadj Mustapha Amad, Farida Ilimi, Sid Ahmed Temamri, Mahmoud Khoudri, Abdelkrim Korichi, Nacer Bettiche, Messaoud Chihoub, Rachid Assas, Ahmed Khennafou,

Ferhat Arghib, Mohamed Nacer Ferrah, Djamel Madi, Mohamed Sebbahi, Naima Boucif, Mohamed Alloui, Said Bouhadja, Mohamed Si Fodil et Ahmed Bennai. Lors de la cérémonie d'installation, il a été procédé à la répartition des missions aux nouveaux membres en prévision des prochaines échéances dont le référendum populaire sur l'amendement de la Constitution prévu le 1er novembre.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le SG du FLN, Abou El Fadl Baadji



a fait savoir que son parti "va revenir avec force notamment lors des prochaines échéances", fustigeant certains anciens dirigeants et élus du parti qui voulaient salir l'image du FLN. "Nous sommes déterminés à opérer le changement aux niveaux local et national", a-t-il déclaré. Après avoir rappelé que le parti était passé par une étape critique, le SG a annoncé la mise en place d'un plan de travail pour l'examen de la situation prévalant au niveau des kasmat et Mouhafadhat.

ARMÉE-INSTALLATION

Le nouveau Commandant de l'Ecole d'Etat-Major installé dans ses nouvelles fonctions (MDN)

Le Général-Major Mohamed Omar a été installé dans ses nouvelles fonctions de Commandant de l'Ecole d'Etat-Major à l'occasion d'une cérémonie présidée mardi par le Général-Major Ammar Athamna, Commandant des Forces terrestres, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Monsieur le Général-Major Ammar Athamna, Commandant des Forces terrestres, a présidé, le mardi 01 septembre 2020, la cérémonie d'installation officielle du Général-Major Mohamed Omar, nouveau Commandant de l'Ecole d'Etat-Major en succession du Général-Major Abderrahmane Ben Seghir", précise le communiqué du MDN. Après la cérémonie d'accueil et la présentation des honneurs militaires à l'entrée de l'Ecole, le Commandant des Forces terrestres s'est rendu à la place d'armes où il a passé en revue les carrés alignés avant d'entamer la cérémonie d'installation. Après l'installation, le Commandant des Forces terrestres a supervisé la cérémonie de remise de l'emblème de l'Ecole au nouveau Commandant et a tenu une rencontre d'orientation avec ses cadres avant de signer le procès-verbal de l'installation et le livre d'or de l'Ecole.

GHARDAÏA

105 mosquées rouvertes aux fidèles

Cent cinq (105) mosquées réparties sur l'ensemble des localités de la wilaya de Gharđaia ont été rouvertes à ce jour après une fermeture à titre préventif imposée par la propagation de la pandémie du Covid-19, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction locale des Affaires religieuses et des Wakfs.

Cette réouverture graduelle des lieux de culte a été précédée au préalable pas des études minutieuses et des opérations de rénovation et de désinfection, en application des directives des pouvoirs publics visant à endiguer et freiner la propagation de la pandémie du coronavirus dans le pays, a indiqué le directeur du secteur, Hadj Mohamed Emir Abdelkader. La fermeture des mosquées, dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, a été une aubaine pour le lancement d'une opération de rénovation "tout azimut" et de désinfection de l'ensemble des édifices religieux à travers la wilaya, a-t-il ajouté. Les fidèles ont été également invités à se plier à un protocole strict pour accéder à ces mosquées, notamment l'accou-

plissement des ablutions chez soi, l'utilisation du tapis personnel de prière, le port obligatoire de bavette, l'application des règles de distanciation ainsi que l'évitement des attroupements devant les mosquées, a souligné le même responsable en ajoutant que ces mosquées ne devront pas utiliser les systèmes de climatisation et de ventilation et mettre à la disposition des fidèles des produits de désinfection.

La désinfection des 144 mosquées, 356 salles de prières, 37 zaouïas et 600 classes coraniques ainsi que les deux instituts islamiques relevant du secteur de l'éducation du rite ibadite situés à Guerrara et à Gharđaia, s'effectue régulièrement, a conclu le directeur des affaires religieuses.



OUM EL BOUAGHI

Une commission pour un état des lieux du développement dans les zones d'ombre

Une commission est arrivée mardi à Oum El Bouaghi en vue d'établir un état des lieux du développement et relever les préoccupations des habitants des régions d'ombre de cette wilaya. Dans une déclaration à la presse, Mourad Ibrahim, chef de la délégation constituant cette commission dépechée par la Présidence de la République, a indiqué que l'objectif de cette visite "est de faire une évaluation du développement dans les régions d'ombre de la wilaya eu égard à l'extrême importance qu'accorde le Président de la République à ces régions."

Soulignant l'importance d'améliorer les conditions de vie des citoyens dans les zones d'ombre, M. Ibrahim a indiqué que la tâche de la commission qu'il préside "ne se limite pas au suivi des rapports reçus sur le développement local dans ces wilayas, mais concerne également la supervision sur le terrain des projets retenus pour ces zones d'ombre et les conditions dans lesquelles vivent les citoyens."

L'une des tâches assignées également à cette commission, a-t-il dit, est d'être à l'écoute des préoccupations des citoyens

dans les zones d'ombre et d'orienter les autorités locales pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens, rappelant l'engagement du Président de la République, dans plusieurs de ses discours, à œuvrer à améliorer la qualité de vie des populations.

Il est à noter que les zones d'ombre concernées par la visite de la commission dans la wilaya d'Oum El Bouaghi sont situées dans les communes de Behir Chergui, El Djazia, Dhlal et Meskiana. Les membres de la commission devront se rendre, par la suite, dans la wilaya de Tébessa.

CHLEF

Elèves et parents satisfaits des conditions de révision pour le BAC et le BEM

La période de révision et d'accompagnement des candidats au BEM et au Baccalauréat décidée par le ministère de tutelle du 25 août au 10 septembre a été marquée par de "très bonnes mesures organisationnelles" au niveau des établissements éducatifs de la wilaya de Chlef, de l'avis même des élèves et parents qui n'ont pas manqué d'exprimer leur satisfaction à cet égard.

Selon les responsables en charge du secteur éducatif local, le début de cette opération a été marqué par un "engouement considérable" de la part des élèves des deux cycles moyen et secondaire au vu, notamment, du "respect strict du protocole sanitaire préventif mis en œuvre au niveau de la totalité des établissements éducatifs."

Ce protocole stipule notamment l'obligation du port de la bavette, la mise à disposition de moyens de désinfection et le respect de la distanciation au niveau des salles de cours où le nombre d'élèves ne doit pas dépasser 15.

L'APS s'est rendu au lycée "Lhadj Miloud", du centre ville de Chlef, où elle a recueilli les avis de nombreux élèves revenus sur les bancs de l'école après une longue période de rupture. Ils se sont dits "satisfaits" des conditions de déroulement de cette opération de révision, notamment au volet du respect du protocole sanitaire mis en œuvre. Parmi eux Samah Bensaleh, une élève de 3ème année secondaire filière technique mathématique, qui s'est dite "satisfaite des conditions de déroulement de cette période de révision

précédant l'examen du baccalauréat qui intervient dans des conditions sanitaires exceptionnelles, en raison des craintes liées à la pandémie du nouveau coronavirus", a-t-elle dit. Elle est rejointe par son camarade Oualid Benali qui a également loué les "bonnes conditions organisationnelles" de cette opération et le respect des mesures du protocole sanitaire, qui selon lui, "ne laisse aucune excuse pour ne pas suivre le programme de révision et d'accompagnement fixé par le staff pédagogique", a-t-il estimé.

Sur place, l'APS a constaté une présence visible des élèves au niveau des salles des cours, enregistrant chacune entre 12 à 15 élèves, au moment où un petit nombre parmi eux a préféré faire ses révisions à la maison. D'autres, par contre, ont choisi de suivre certaines matières dans lesquelles ils accusent des lacunes et de ne pas être présents à d'autres, tout en se préparant psychologiquement à cet examen, considéré comme salutaire pour de nombreux parmi eux.

"Le fait de fixer 15 élèves par classe est le meilleur moyen de réaliser un taux d'assimilation élevé, notamment au vu de la bonne volonté affichée par les élèves," a estimé, pour sa part, Djamilia Zerouk, enseignante en sciences naturelles au niveau du dit lycée.

Elle a, en outre, affirmé la mobilisation de tous les enseignants du lycée pour "mettre les élèves dans les meilleures conditions possibles pour passer l'examen du baccalauréat qui intervient cette année

dans des conditions exceptionnelles ayant impacté sur le programme pédagogique", a-t-elle indiqué.

Adhésion totale aux conditions organisationnelles et au protocole sanitaire

Le président du bureau de wilaya relevant de l'association des parents d'élèves de Chlef, Gessoul Abdellah, a loué les "bonnes conditions d'organisation de cette opération" à travers les établissements éducatifs de la wilaya, tant au volet pédagogique (révision) que sanitaire (protocole préventif).

"Les établissements éducatifs de la wilaya ont pris toutes les mesures organisationnelles et sanitaires qui s'imposent", a-t-il assuré, appelant les parents d'élèves à "contribuer au succès de ce rendez-vous, en préparant leurs enfants psychologiquement, et en signalant tout cas d'atteinte par le virus aux autorités compétentes pour éviter des contaminations", a-t-il souligné.

A noter l'organisation programmée, dans les prochains jours, d'une rencontre entre l'association des parents d'élèves et d'un nombre d'associations et de syndicats actifs du secteur éducatif en vue d'examiner les moyens de sensibiliser les parents sur leur rôle dans ce type de rendez-vous.

Dans sa déclaration à l'APS, M. Djamel, un parent d'élève, s'est montré "désormais convaincu de l'efficacité du protocole sanitaire", à tel point qu'il n'a "aucune crainte concernant une possible contami-



nation de son fils, souffrant d'une maladie chronique." Je suis très satisfait à l'égard des mesures de déroulement des révisions et d'accompagnement," a-t-il dit, exprimant son souhait de voir se poursuivre cette démarche de rigueur dans la mise en œuvre du protocole sanitaire durant les jours des examens."

Quant à M. Mahfoudh Saeh, directeur du lycée, "Lhadj Miloud", il a affirmé "la prise de toutes les mesures garantissant les meilleures conditions de travail pour les élèves, notamment à travers la mobilisation d'enseignants et de conseillers d'orientation à leur profit."

Il a, en outre, particulièrement insisté sur le "respect des mesures de mise en œuvre du protocole sanitaire pour la sauvegarde de la santé des élèves et des staffs admi-

EL TARF

Saisie de produits alimentaires

Les services de police relevant de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont saisi dans deux opérations distinctes à Besbes 21 kg de viandes blanches avariées et près de 350 autres kilos de poulets et abats dans un transport ne respectant pas les normes sanitaires, a-t-on appris du chargé de la communication de ce corps de sécurité. La première opération, effectuée dans la commune de Besbes, a permis de mettre la main sur 21 kg de viandes blanches impropres à la consommation chez un boucher, a ajouté le commissaire principal Mohamed Karim Labidi. Soumise au contrôle des services relevant de l'APC de Besbes, cette quantité de viande s'est avérée impropre à la consommation. La deuxième opération de contrôle qui s'est soldée par la saisie de près de 350 kg de poulets et d'abats, intervient à la suite d'un contrôle d'un véhicule, intercepté à l'entrée de la ville d'El Tarf, a-t-on indiqué de même source. Plus de 38 kg de poulets ainsi que 155 kg de foie et 156 kg de poulets découpés ont été retrouvés à bord de ce véhicule qui ne disposait pas des critères requis en matière d'hygiène, a-t-on noté en précisant que la marchandise a été remise aux services du commerce de la wilaya. Deux procès-verbaux de poursuites judiciaires ont été élaborés à l'encontre des deux contrevenants.

INDUSTRIE

Installation de Adel Bensaci dans ses fonctions de président du CNCPME

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham a supervisé, mardi à Alger, la cérémonie d'installation de M. Adel Bensaci en tant que président du Conseil national consultatif pour la promotion des petites et moyennes entreprises (CNCPME).

Lors de la cérémonie d'installation, le ministre a déclaré que "M. Bensaci qui préside le Cluster mécanique de précision, représente une filière qui a un rôle majeur dans la redynamisation de l'industrie algérienne et des petites et moyennes entreprises (PME) et qui contribue à la relance d'une véritable industrie et d'une économie productive non rentière".

Eu égard aux compétences techniques et à la volonté qu'il possède pour relancer l'industrie manufacturière et la mécanique de précision, M.

Bensaci aura une tâche difficile consistant en la résolution des problèmes rencontrés par cette filière.

Le Conseil ouvrira la voie aux PME pour exprimer leurs besoins concernant cette filière et d'autres, outre la mise en oeuvre de la vision des autorités publiques quant à l'avenir de l'industrie en Algérie, a ajouté le ministre. Pour sa part, le président du CNC PME, Adel Bensaci a affirmé que le Conseil "tissera une relation indirecte entre les entreprises et les professionnels dans le secteur et le ministère de l'Industrie, en vue d'échanger et de transférer les informations sur les obstacles rencontrés par les PME de et vers le ministère et le Gouvernement, de manière à les soutenir et les développer et à leur permettre de produire et cibler l'exportation à l'avenir".

Considérant l'expertise technique qu'il possède en tant que président du Groupe de mécanique de précision Algérie qui regroupe toute la chaîne de fabricants dans la mécanique de précision, M. Bensaci a affirmé qu'il mobilisera à travers le Conseil, des opérateurs de terrain pour transférer des informations sur les problèmes industriels au ministère en question. Avant son installation à la tête du CNCPME, M. Adel Bensaci avait assuré la présidence du Cluster mécanique de précision et de la gerance du Groupe de mécanique de précision et de maintenance des équipements.

Créé en vertu d'une loi d'orientation de 2017 pour promouvoir les PME, ce Conseil vise à assurer un dialogue permanent et pérenne entre les autorités publiques et les partenaires sociaux et économiques sur les différentes questions et problèmes liés au développement et à la modernisation de ces entreprises.

L'oeuvre égale ment à promouvoir un partenariat entre les secteurs public et privé et encourager la création d'instances et d'associations professionnelles dans le but de contribuer au développement des PME et renforcer la coopération et le partenariat entre les secteurs public et privé.

AGRICULTURE

Une feuille de route pour développer les filières stratégiques

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Hamid Hamdani, a dévoilé mardi à Alger la feuille de route de son département pour développer davantage les filières stratégiques et réduire la facture des importations.

"La feuille de route s'articule principalement sur le développement des filières stratégiques dont les céréales et les huiles qui constituent l'essentiel des importations nationales en produits alimentaires", a indiqué M. Hamdani lors de son passage à la radio nationale.

Selon le ministre, ce document initié pour développer le secteur, s'articule autour de trois fondements essentiels.

Il s'agit en premier lieu de lancer des projets structurants pour développer les filières stratégiques et de réduire les importations notamment des produits qui pèsent sur la balance commerciale, tels les grandes cultures et les huiles.

Il est également question de mettre en place des stratégies de rationalisation des dépenses publiques.

"La feuille de route associe les opérateurs et les professionnels du monde agricole pour le quinquennal 2020-2024", a-t-il dit. M. Hamdani a affirmé par ailleurs que son département mise beaucoup sur le développement de la filière céréalière qui permettra de réduire à plus d'un milliard de dollars les importations en blé, rappelant que la facture céréalière



était tirée essentiellement par le blé tendre. Il a révélé dans ce contexte que son ministère développe une approche constructive dans ce sens à travers la modernisation du système d'irrigation au niveau de 140.000 hectares en moyenne (pour faire face au stress hydrique), qu'il compte étendre encore sur 40.000 hectares répartis à part égale entre les régions du Nord et le Sud.

"Cela permettra d'augmenter les rendements entre 50 et 60 quintaux à l'hectare", a-t-il avancé. Le ministre a également cité la filière des huiles qu'il faudrait absolument développer, en rappelant que le pays importe pour plus 1,3 milliard de dollars d'huiles par an. "L'objectif c'est d'atteindre au moins 30% de nos besoins en huiles alimentaires ce qui nous permettra d'économiser annuellement plus de 400 millions de dollars", a-t-il assuré. A ce titre il a évoqué la culture du colza au niveau du nord sur plus de 3.000 hectares, affirmant qu'il y a un programme pour généraliser cette approche à d'autres filières, ce qui permettra à terme de réduire drastiquement les importations nationales. A propos de l'Office de développement de l'agriculture saharienne créée récemment, M. Hamdani a assuré que cette entité facilitera le parcours des investisseurs en leur épargnant

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La croissance économique a atteint 0,8% en 2019

La croissance économique de l'Algérie a atteint 0,8% en 2019, contre 1,2% en 2018, indiquent les données consolidées de l'Office national des statistiques (ONS).

Quant au taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) hors hydrocarbures, il a été de 2,4% en 2019, contre 3% en 2018, un taux qui constitue, selon l'Office, "une performance appréciable".

La croissance 2019 est "positive malgré le contexte de déficit du compte courant de la balance des paiements, de baisse des réserves de changes et également de baisse de la croissance dans le secteur des hydrocarbures", relève l'Office dans sa dernière publication sur les comptes économiques en volume de 2016 à 2019.

Ce taux de croissance a été tiré, essentiellement, par les secteurs de l'agriculture, du Bâtiment, Travaux Publics et Hydraulique (BTPH), y compris les services et travaux publics pétroliers (STPP), l'Industrie et les Services.

En effet, le secteur de l'Agriculture a connu une croissance de 2,7% en 2019 contre 3,5% en 2018 alors que le BTPH, y compris les services et travaux publics pétroliers (STPP) a progressé de 3,8%, un taux stable par rapport à l'année d'avant.

Le secteur de l'Industrie, a également enregistré une croissance de 3,8% en 2019, presque similaire à celle de 2018 (3,9%) alors que les services ont connu un accroissement de 3%, précisent les données de l'ONS.

Le PIB nominal est passé de 20.452,3 milliards de DA en 2018 à 20.428,3 milliards de DA en 2019, enregistrant ainsi une légère baisse de 0,1% de la valeur courante.

Durant l'année écoulée, le déflateur du PIB a connu une baisse de 0,9% dans le sillage de fortes baisses des prix dans le secteur des hydrocarbures.

La croissance de la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures est passée de +31,4% en 2018 à -7,8%



en 2019. En 2019, les valeurs nominales des exportations d'hydrocarbures ont baissé. Ainsi, les exportations sont évaluées à 33,2 milliards de dollars contre 39 milliards de dollars en 2018, soit une baisse de 14,9%.

Les prix moyen du brut algérien sont passés de 70,9 dollars en 2018 à 64,7 dollars l'année dernière, soit une baisse du prix du baril de 8,7%.

Par tête d'habitant (PIB per capita), le PIB passe de 4.119,6 dollars en 2018 à 3.940,0 dollars en 2019, a relevé encore l'organisme public des statistiques.

Par ailleurs, l'ONS a précisé que la consommation finale totale (qui se compose de la consommation finale des ménages et celle des administrations publiques) a atteint 2% en 2019 contre 2,7% en 2018. Cette dernière a été tirée par la consommation des ménages (+2,1%), alors que celle des administrations publiques a augmenté de 1,9%.

S'agissant de l'investissement, l'Office a indiqué que l'évolution en

volume de la formation brute du capital fixe (FBCF) était de 1% en 2019 contre 3,1% en 2018.

En valeurs nominales, la FBCF a baissé de 3,7% en s'établissant à 7.904,6 milliards de DA en 2019 contre 8.211,3 milliards de DA l'année d'avant.

Le taux d'accumulation de l'économie demeure important en 2019, car la part de la FBCF dans le PIB est de 38,7%, ce qui révèle "un effort d'investissement important, mais qui est encore un investissement d'infrastructures et qui demeure le fait de l'Etat", a détaillé l'Office.

Pour les échanges extérieurs de marchandises et de services, ils ont également été caractérisés par une baisse en volume de 6,9% pour les importations et de 6,1% pour les exportations en 2019 par rapport à 2018.

L'économie algérienne a réalisé une croissance de 1,3% en 2017 et 3,2% en 2016, alors que le PIB hors hydrocarbures avait atteint respectivement 2% et 2,2% durant les mêmes années.

les lourdeurs bureaucratiques à travers un guichet unique. Cette agence, a-t-il souligné, "s'occupe uniquement de l'investissement en assurant l'accompagnement, le contrôle, le suivi et l'évaluation des opérations d'investissements". Concernant le recensement du foncier agricole à travers le territoire national, le ministre a affirmé que son département travaille en étroite collaboration avec les bureaux d'études et l'Agence spatiale algérienne (Asal) qui utilise des outils géo-spatiaux (imagerie satellite, cartes et autres outils spatiaux) afin d'identifier les parcelles agricoles potentiellement fertiles et celles qui sont proches des ressources hydriques.

"Nous sommes partis sur la base d'une étude spatiale de 6 millions d'hectares, nous sommes autour de 1,3 millions d'hectares dont 325.000 hectares pourraient être mis à la disposition de l'Office national des terres agricoles (ONTA)", a-t-il fait savoir. Le ministre a insisté sur l'organisation et l'optimisation de la production agricole qui devrait être suivie par des institutions de régulation et des outils de stockage et de transformation.

Pour ce faire, son département ambitionne de travailler avec le secteur de l'industrie pour mettre en place de micro zones agroindustrielles au niveau des pôles spécifiques à vocation agricole.

PÉTROLE

Le Brent frôle les 46 dollars à Londres

Les prix du pétrole progressaient très légèrement mercredi en cours d'échanges européens, peinant à sortir de la zone dans laquelle ils évoluent depuis quelques semaines, tiraillés entre plusieurs tendances.

Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 45,69 dollars à Londres, en hausse de 0,24% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour octobre prenait 0,30% à 42,89 dollars.

Les cours "sont fermement scotchés dans une fourchette étroite depuis maintenant plusieurs semaines", ont commenté des analystes, au lendemain d'une légère hausse.

"Malgré un dollar en baisse et des données américaines encourageantes, le pétrole a échoué à sortir de sa zone", a renchéri Jeffrey Halley, analyste, en référence à une croissance plus forte qu'attendu de l'activité du secteur manufacturier aux Etats-Unis en août.

Le "dollar index", qui calcule la valeur du billet vert face à un panier com-



posé des principales devises, est tombé mardi à un niveau plus vu depuis plus de deux ans, avant de se redresser mercredi.

Le pétrole étant libellé en billet vert, une baisse de celui-ci rend l'or noir moins onéreux pour les acheteurs utilisant d'autres devises, ce qui alimente la demande et soutient les prix. Selon Eugen Weinberg, analyste, une

combinaison de facteurs positifs et négatifs pour les prix peut expliquer la stagnation des cours.

Il relève ainsi que la production américaine en juin a été plus importante que ce qui avait été estimé jusque-là.

Mais dans le même temps, "l'Opep et ses alliés (l'Opep+) semblent toujours avoir le niveau d'offre sous contrôle et, avec

leur baisse de production, s'assurent que le marché soit légèrement sous-approvisionné", a expliqué M. Weinberg. Évoquant des données provenant d'une enquête de Bloomberg, il souligne que "l'Opep a plus que dépassé ses objectifs (de baisse de la production), même en tenant compte des retardataires comme le Nigeria, l'Irak et l'Angola, qui ont produit plus que ce à quoi ils s'étaient engagés entre mai et juillet", a-t-il poursuivi.

Comme chaque semaine, les investisseurs prendront connaissance plus tard dans la journée des données sur l'état des stocks aux Etats-Unis.

Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, les réserves américaines de brut pour la semaine achevée le 28 août sont attendues en baisse de 2 millions de barils.

AUSTRALIE

Récession après trois décennies de croissance

L'Australie est entrée en récession pour la première fois depuis 1991 après avoir vu son PIB reculer de 7% au deuxième trimestre en raison de l'épidémie de coronavirus, selon des chiffres officiels publiés mercredi.

Il s'agit de la contraction trimestrielle la plus forte jamais essuyée par l'économie australienne, dont l'extraordinaire croissance n'avait même pas été interrompue par la crise financière mondiale de 2008, a précisé le Bureau australien des statistiques (ABS).

Michael Smedes, haut responsable de l'ABS, a expliqué que la pandémie, et les mesures prises pour lutter contre le coronavirus, étaient responsables de cette contraction "sans précédent" qui enfonce "largement" les précédents records.

Un pays entre en récession lorsqu'il aligne deux trimestres négatifs, et le PIB australien avait reculé de 0,3% entre janvier et mars.

Le chiffre du deuxième trimestre est totalement conforme aux prévisions du gouvernement.

"Le trimestre qui s'est achevé en juin a été marqué par une contraction importante dans les dépenses des ménages dans les services car les ménages ont modifié leurs comportements à l'ors que des restrictions étaient décidées pour contenir la propagation du coronavirus", a déclaré M. Smedes.

Le nombre d'heures travaillées a baissé de près de 10% tandis que le montant des prestations sociales a grimpé de plus de 40%. Le commerce a également été plombé au deuxième trimestre, qui a été marqué par une baisse des importations de biens de 2,4% et une chute des exportations de services de 18,4%. Le gouvernement a débloqué des dizaines de milliards de dollars pour atténuer l'impact économique de l'épidémie, mais l'économie a été durement touchée par le confinement relatif d'il y a quelques mois.

Un confinement beaucoup plus strict est en ce moment en vigueur pour les cinq millions d'habitants de Melbourne, coeur d'une seconde vague épidémique qui pèsera sur la performance économique du trimestre en cours. L'Australie totalise depuis le début de l'épidémie 26.000 cas, et 663 décès dus à la Covid-19.

MARCHÉS DES CHANGES

L'euro au-dessus de 1,20 dollar pour la 1^{re} fois depuis mai 2018

L'euro progressait encore mardi face au dollar, passant brièvement le seuil symbolique de 1,20 dollar pour la première fois en plus de deux ans, dans un marché favorable au risque. Dans l'après midi, l'euro prenait 0,31% face au billet vert, à 1,1974 dollar, une demi-heure après être monté jusqu'à 1,2011 dollar, un niveau plus vu depuis mai 2018. "Le dollar continue d'évoluer comme une valeur refuge et se déprécie avec l'augmentation de l'appétit pour le risque", a expliqué plus tôt dans la journée Esther Reichelt, analyste pour Commerzbank, tandis que la Chine a révélé un indice PMI "étonnamment bon". L'activité manufacturière dans le pays s'est en effet inscrite en août, pour le second mois d'affilée, à son plus haut niveau depuis plus de neuf ans, selon un indice indépendant calculé par le cabinet IHS Markit pour le groupe de médias Caixin.

Le dollar restait par ailleurs pénalisé par les propos de Jerome Powell, président de la Réserve fédérale américaine, tenus la semaine dernière lors de la réunion de banquiers centraux de Jackson Hole.

Il a annoncé que l'institution pourrait à l'avenir laisser glisser temporairement l'inflation au-dessus des 2% avant d'agir sur les taux, suggérant ainsi que les taux allaient rester encore longtemps à un faible niveau.

De quoi peser un peu plus sur le billet vert.

"Plus d'inflation, avec une banque centrale décidée à laisser cela se produire, devrait réduire le pouvoir d'achat du dollar et donc forcément l'affaiblir", a commenté Neil Wilson, analyste pour Markets.com.

Cependant, selon lui, son statut de valeur refuge devrait limiter sa baisse, en ces temps troublés et alors que les mesures destinées à enrayer l'épidémie de coronavirus ont fait des ravages économiques dans de nombreux pays. L'euro, pour sa part, n'a pas réagi à la publication, plus tôt dans la journée, de l'inflation en zone euro, passée en territoire négatif en août, pour la première fois depuis mai 2016. Sur le front de l'emploi, les nouvelles ne sont pas bonnes non plus après les mesures de confinement qui ont mis à l'arrêt des pans entiers de l'économie qui ont du mal à redémarrer. Ainsi, en juillet, le taux de chômage s'affichait à 7,9% en zone euro, contre 7,7% en juin, selon Eurostat.

APS

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

M. Benabderrahmane prend part à la cérémonie de prestation de serment du président

Le ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a pris part mardi par visio-conférence à la cérémonie de prestation de serment du président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Ayodeji Adesina, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors des Assemblées annuelles du groupe de la BAD, tenues les 26 et 27 août dernier, M. Adesina, président de la Banque depuis 2015 de nationalité nigériane, a été réélu à l'unanimité et ainsi reconduit à la tête de cette institution pour un deuxième mandat de cinq ans.

A cette occasion, M. Benabderrahmane en sa qualité de gouverneur de l'Algérie auprès de la BAD, a félicité M. Adesina, affirmant que sa reconduction à la tête de cette institution traduit son parcours remarquable tout au long de son premier mandat. Il a indiqué

que durant le premier mandat de M. Adesina, la BAD est parvenu à doubler son capital, contribuant ainsi à la préservation de sa viabilité financière et au maintien de sa notation "AAA", ajoute le communiqué.

Cette institution, a-t-il ajouté, a aussi pu contribuer à la réalisation d'importants progrès en matière de développement au profit du continent africain.

M. Benabderrahmane a réitéré le soutien de l'Algérie à la BAD pour œuvrer ensemble à la poursuite des efforts de développement, tout en exprimant l'engagement du pays pour dynamiser davantage les relations de coopération avec la Banque, précise la même source.

La cérémonie de prestation de serment a été présidée par M. Kenneth Ofori-Atta, ministre des Finances du Ghana, en sa qualité de

président du Conseil des gouverneurs de la BAD. Elle a connu également la participation de certains présidents africains (anciens et en exercice), de représentants d'institutions internationales, ainsi que des membres du Conseil d'administration de cette institution.

Au cours de cette cérémonie d'investiture, le président réélu a prêté serment en présence des gouverneurs et devant le Conseil d'administration de la BAD et ce, conformément aux dispositions de l'article 10 (2) des règles et procédures relatives à l'élection du président de la Banque.

Dans leurs interventions, les présidents et gouverneurs africains participant à cette cérémonie, ont félicité M. Adesina pour sa réélection comme président de la BAD.

Ils se sont également engagés à le soutenir durant son deuxième.

ONU

Le Covid-19 grippe le financement de l'innovation

La pandémie de Covid-19 grippe sérieusement le financement de l'innovation et pourrait encore accélérer le transfert de compétences vers l'Asie, a prévenu l'ONU mercredi.

"Le plus grand risque c'est que les dépenses et les moyens de financement de l'innovation ne partent en vrille au moment où l'économie mondiale connaît un coup de frein", a déclaré Francis Gurry, le patron de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) lors d'un point de presse virtuel. Pour l'heure, il n'y a pas d'estimation précise de l'ampleur de la chute des investissements

dans la recherche et le développement provoquée par la pandémie, "mais il y a des signaux clairs que les sources de financement de l'innovation s'assèchent partout dans le monde", a souligné M. Gurry.

Il a rappelé qu'en 2018, les dépenses en recherche et développement avaient bondi de 5,2% bien plus que la croissance du PIB mondial. Pour autant tout le monde n'est pas égal devant cette rareté du financement et pour le responsable de l'OMPI, ce sont les jeunes pousses, les startups-ups qui ont besoin de financement sur le long terme et cel les qui sont

installées dans les pays en développement qui vont en pâtir le plus. "Le tableau est sombre", a-t-il commenté, lançant un appel au gouvernements pour qu'ils reconnaissent l'importance d'investir dans l'innovation pour sortir de la crise provoquée par le Covid-19 et assurer la reprise. M. Gurry a également dévoilé le classement 2020 des pays les plus innovants qui voit la Suisse en tête du palmarès pour la 10ème année consécutive.

Mais si les têtes de liste -établie avant la pandémie avec l'aide de l'université américaine Cornell et l'école de commerce

INSEAD-- ne changent guère cette dernière montre néanmoins une montée en puissance de plusieurs pays d'Asie, en particulier la Chine, l'Inde, les Philippines et le Vietnam.

Ces pays ont fait d'importants progrès ces dernières années et sont maintenant tous les quatre dans le top 50. La Chine se place même désormais au 14ème rang. Même si la pandémie a tout bouleversé et brouille les tendances qui se dessinent, M. Gurry a émis "une prédiction très prudente, que le mouvement vers l'Asie pourrait être une des tendances accélérées par la pandémie".

ALGER

Arrestation de 4 individus et saisie d'une quantité de stupéfiants et d'armes blanches



Les services de la Sûreté d'Alger ont arrêté 4 individus impliqués dans le trafic de drogue et de psychotropes à Draria et saisi une quantité d'objets prohibés et d'armes blanches prohibées, indiquent les mêmes services dans un communiqué.

Agissant dans le cadre d'une affaire de possession, de vente et de stockage de stupéfiants et de détention d'armes blanches prohibées, les éléments de la Sûreté d'Alger ont procédé à l'arrestation de 4 individus qui s'adonnaient au trafic de drogue et de psychotropes au niveau du secteur de compétence dans la ville de Draria, précise le communiqué. Alertés par des citoyens au sujet d'un individu qui s'est livré avec son acolyte à la vente de psychotropes à l'un de ses proches au niveau de Draria, les éléments de la 3ème Sûreté urbaine de Douira ont mis en place un plan ficelé qui s'est soldé par l'arrestation du mis en cause à côté de son domicile et en ont saisi une somme d'argent de 9.500 DA et une autre en devise de 70 euros issues des revenus de ce trafic.

Après avoir perquisitionné le domicile du mis en cause, les mêmes éléments ont saisi 10 comprimés psychotropes, une cigarette roulée et une arme blanche (sabre).

Suite à l'exécution d'un mandat de perquisition du domicile du deuxième mis en cause, les éléments de police ont saisi 20 comprimés psychotropes, une somme d'argent de 8 millions de centimes issus des revenus du trafic et 5 armes blanches retrouvées lors de la perquisition du domicile des deux autres individus.

Après parachèvement des formalités légales, les mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes.

TIZI-OUZOU

Démantèlement d'un réseau de vol de véhicules

Un réseau spécialisé dans le vol de véhicules a été démantelé dans la wilaya de Tizi-Ouzou par les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire, rapporte mardi un communiqué de la Sûreté de wilaya.

Les investigations menées dans le cadre d'une enquête sur des atteintes contre des biens, notamment des vols de véhicules, ont permis d'identifier et d'arrêter un membre du réseau, âgé de 45 ans et repris de justice de son état, et la récupération d'un véhicule volé utilisé par l'auteur lors de ses déplacements. Présenté au parquet de Draâ El-Mizan, il a été mis en détention préventive pour association de malfaiteurs en vue de commettre un délit de vol qualifié et dégradation volontaire de bien d'autrui, en attendant l'arrestation des autres membres du réseau. Par ailleurs, une quantité importante de boissons alcoolisées et des armes blanches ont été saisies lors d'une opération menée dans le cadre de la lutte contre le commerce illicite de boissons alcoolisées dans le village Timizart Loghbar (est de Tizi-Ouzou), a-t-on ajouté.

Un homme et deux femmes ont été arrêtées, précise le communiqué.

Présentés au parquet de Tizi-Ouzou, l'homme a été condamné en comparution directe à 06 mois de prison ferme sans mandat de dépôt et 50 000 DA d'amende pour port d'armes blanches prohibées et vente de boissons alcoolisées sans autorisation, tandis que les deux jeunes femmes ont été condamnées à 06 mois de prison avec sursis.

WILAYA D'ALGER

Préparatifs pour la réouverture des crèches et garderies

L'établissement de gestion des structures préscolaires d'Alger (EPIC Presco), s'apprête à rouvrir ses structures à partir de dimanche prochain pour l'accueil des enfants dans le cadre d'un protocole sanitaire rigoureux en vue de réduire le risque de contamination du nouveau coronavirus, a-t-on appris mardi auprès du directeur de l'entreprise.

Dans une déclaration à l'APS, M. Merouane Messar a affirmé que les établissements relevant de "Presco" reprendront leur activité à partir de dimanche 6 septembre 2020, ajoutant qu'elles auront à accueillir 50% seulement des enfants inscrits, dans une étape première, afin d'assurer le respect du protocole sanitaire tracé par les services compétents.

Selon le même responsable, les 50% des enfants à accueillir concernent les catégories suivantes: préscolaire (5-6 ans), moyenne section (4-5 ans), petite section (3-4 ans), toute petite section (-3 ans), ajoutant que la priorité sera accordée aux enfants inscrits en mars 2020 dont le nombre est 6.282 n'ayant pas pu bénéficier du programme de l'établissement.

L'EPIC Presco s'attèlera durant les prochaines 48 ans à soumettre tout son personnel au test de dépistage du covid-19 en appli-



cation des instruction du wali d'Alger, a-t-il révélé. Soulignant que son établissement compte jusqu'à décembre dernier 849 employés dont 52,29% relevant du corps éducatif, M. Messar a affirmé que ces derniers seront tous contraints au respect des gestes barrières prévues par le protocole sanitaire.

L'établissement "Presco" gère 43 crèches dont 23 crèches relèvent des communes et 20

autres de la wilaya d'Alger. Certaines crèches ont bénéficié d'opérations de restauration et de réhabilitation tandis que d'autres attendent la reprise des travaux, a expliqué le directeur.

Presco a reçu des services de la wilaya d'Alger une enveloppe de 7,4 milliards de centimes pour la réhabilitation de six locaux, a fait savoir le directeur ajoutant que quatre crèches (Sidi

Bennour, Tripoli, Kouba et Naciba Malki) ont été fermées pour une durée ne dépassant pas six mois pour la réalisation des travaux de réhabilitation.

Concernant le sort des enfants inscrits aux crèches fermées, M. Messar a précisé que les parents de ces enfants ont été informés en juillet dernier de cette décision et de la possibilité de transférer leurs enfants à des crèches proches de celles fermées.

Les services de la wilaya d'Alger ont annoncé lundi dans un communiqué l'ouverture des crèches et garderies d'enfants avec la mise en œuvre stricte d'un protocole sanitaire.

Les gérants de ces établissements sont tenus responsables en cas de non respect des mesures barrières et d'hygiène édictées.

Des inspections inopinées seront effectuées et en cas de non respect du protocole sanitaire, l'établissement sera immédiatement fermé.

EDUCATION - PROTECTION CIVILE

Plusieurs visites de prévention aux centres d'examen de fin d'année

Les services techniques de prévention de la Protection civile ont effectué "plusieurs visites de prévention et sécurité" au niveau des établissements scolaires et centres d'examen de fin d'année, a indiqué, mercredi, un communiqué de cette institution.

"Dans le cadre du dispositif de prévention et de sécurisation des examens scolaires de fin d'année 2019/2020, (BEM et BAC), les services techniques de prévention de la direction générale de la Protection civile, ont effectué plusieurs visites de prévention et de sécurité au

niveau de l'ensemble des établissements scolaires et centres d'examen, désignés pour accueillir les examens scolaires précités", précise la même source.

Le but de ces visites est de "veiller à leur conformité aux normes de sécurité ainsi que les mesures préventives liées à la pandémie coronavirus (COVID-19) et de garantir, de la sorte, la protection des élèves et du personnel enseignant", est-il ajouté.

Par ailleurs, et dans le cadre de la prévention, les unités de la Protection civile ont effectué plusieurs opérations de désinfection à

travers 4 757 centres d'examen désignés pour accueillir les élèves et 153 centres désignés pour le processus de correction.

En plus des visites de prévention visant la sécurisation de ces lieux, un dispositif opérationnel composé de 18319 agents d'intervention, 1415 ambulances et 886 engins d'incendie, sera mis en place.

"Le déploiement de ce dispositif vise à prendre en charge l'ensemble des préoccupations liées à la sécurité des élèves et du personnel d'encadrement", a souligné la Protection civile.

POLICE - ACTIVITÉS

Le DGSN insiste sur la nécessité d'intensifier l'activité sécuritaire

Le Directeur Général de la Sûreté nationale (DGSN), Khelifa Ounissi, a appelé mardi à partir de la wilaya d'Aïn-Témouchent à intensifier l'activité sécuritaire afin que le citoyen se sente en sécurité.

Lors de l'inauguration du siège de la sûreté urbaine de la commune de Sidi Benadda, M.

Ounissi a souligné "la nécessité d'intensifier les activités sécuritaires afin que le citoyen sente qu'il y a une autorité qui veille à sa protection", ajoutant qu'"il faut que le citoyen sente qu'il est en sécurité à l'intérieur et à l'extérieur de son domicile." Le DGSN a ordonné le renforcement de la couverture sécuritaire de la sûreté urbaine de Sidi Benadda et atteindre le ratio d'un policier pour 200 à 250 citoyens, au lieu d'un policier pour 354 actuellement.

Il a ajouté que "malgré les statistiques positives enregistrées au niveau de cette sûreté urbaine, il est nécessaire d'intensifier les opérations sécuritaires et maîtriser le terrain afin que le citoyen puisse sentir qu'il est en sécurité partout où il se trouve." Par ailleurs, M.

Ounissi a inspecté le centre cynotechnique de Chaâbat Lham relevant de la sûreté nationale dont les travaux ont été complètement achevés. Sur place, il a souligné

la nécessité de "rattraper le retard enregistré dans l'exploitation de ce centre et procéder à son équipement afin d'y entamer la formation durant l'année 2021." Ce centre cynotechnique s'étend sur une superficie de 78.000 m2 et comprend 100 niches pour les chiens et un camp d'entraînement, ainsi qu'une clinique vétérinaire, une aile pédagogique de 150 places, en plus d'une aile administrative et une résidence.

Dans une déclaration à la presse, l'inspecteur régional de la sûreté de l'ouest, le contrôleur de police Mustapha Benâini, a indiqué que "ce centre est la seule infrastructure

indépendante réalisée à l'échelle nationale.

La sûreté nationale dispose d'encadreurs et de spécialistes dans ce domaine," ajoutant qu'un programme de formation sera élaboré avant la fin de l'année pour entamer l'opération.

Concernant l'élargissement de la couverture sécuritaire dans la wilaya d'Aïn-Témouchent, le même responsable a souligné qu'il est prévu, prochainement, le lancement d'un projet de réalisation d'une sûreté de daïra dans la commune d'El-Malah et un nouveau siège de sûreté urbaine dans la ville d'Aïn-Témouchent.

LIBAN - PNUD - ENVIRONNEMENT

Le PNUD préoccupé par l'impact environnemental de la double explosion à Beyrouth

L'impact sur l'environnement de la double explosion survenue le 4 août dans le port de Beyrouth, au Liban, est une préoccupation majeure, selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Outre les victimes directement liées à l'explosion (le dernier bilan fait état de 190 morts et plus de 6.500 blessés), les conséquences à long terme pourraient être sévères, a expliqué Jihan Seoud, chargée du programme environnement et énergie au sein du PNUD au Liban lors d'un point de presse à Genève.

Ainsi, suite à la destruction du port de Beyrouth, d'énormes quantités de déchets ont été produites, entre 100.000 et 800.000 tonnes, selon le PNUD.

Certains de ces déchets sont dangereux étant donné les types de matériaux stockés dans un port comme celui de Beyrouth, notamment des pesticides, des produits pharmaceutiques, des produits chimiques industriels, et divers types de métaux lourds.

"Ces produits chimiques peuvent nuire à la santé des gens si ceux-ci y sont exposés et ils peuvent contaminer le sol et l'eau", a



mis en garde Mme Seoud.

De plus, le Liban a peu de terres disponibles pour la mise en décharge et ne dispose d'aucune installation de stockage ou de traitement des déchets dangereux, a-t-elle poursuivi.

"Pour aggraver les choses, l'explosion a gravement endom-

magé l'une des deux déchetteries municipales qui desservent Beyrouth et le Mont-Liban.

Cela signifie que plus de déchets vont directement dans les décharges et une a presque atteint sa capacité de stockage.

Nous pourrions bientôt être confrontés à une autre crise des

déchets solides municipaux si cela n'est pas résolu", a-t-il fait observer.

Beyrouth pourrait aussi être exposée à la contamination du milieu marin par des infiltrations de produits chimiques si les déchets dans le port ne sont pas contenus et traités correctement, selon le programme onusien.

La pollution atmosphérique initialement signalée est maintenant considérée comme limitée. Cependant, la contamination chimique des particules dispersées par l'explosion peut redevenir en suspension dans l'air et constituer une menace pour la santé publique, ajoute la même source.

L'ONU et l'Union européenne travaillent ensemble pour garantir que l'enlèvement des débris et la gestion des déchets soient effectués correctement et d'une manière écologiquement rationnelle, rappelle le PNUD.

BRÉSIL

Légère baisse des incendies en Amazonie en août

Le nombre d'incendies en Amazonie brésilienne a baissé de 5% en août par rapport à la même période en 2019, lorsqu'ils étaient au plus haut depuis neuf ans, selon les données satellitaires publiées mardi.

Plus au sud, au Pantanal, une grande zone humide de la planète et sanctuaire de biodiversité, le nombre de foyers a triplé par rapport à août 2019.

La situation reste très préoccupante en Amazonie, avec 29.307 foyers identifiés par les satellites de l'Institut national de recherches spatiales (INPE), légèrement moins qu'en 2019 (30.900), mais de très loin le deuxième chiffre le plus élevé de la décennie.

Et ce chiffre pourrait être inférieur à la réalité, en raison d'un problème technique survenu le 16 août sur un des satellites utilisés pour les observations des incendies, a indiqué l'INPE.

Le total reste supérieur à la moyenne annuelle historique en août (26.082 foyers), au cœur de la saison sèche.

Les écologistes estiment que la baisse par rapport à l'an dernier reste très légère.

Les feux de forêt sont la conséquence directe de la déforestation, des agriculteurs pratiquant le brûlis sur des zones déboisées pour y faire paître du bétail.

"Les incendies n'ont pas lieu de façon naturelle en Amazonie et cette pratique est de plus en plus commune à cause du manque de surveillance et du démantèlement des organismes publics environnementaux", renchérit Romulo Batista, responsable de Greenpeace au Brésil.

Depuis le déploiement de l'armée en mai, 39.187 foyers d'incendies ont été recensés en Amazonie brésilienne, légèrement plus que les 38.952 enregistrés lors de la même période en 2019. Sur la période allant d'août 2019 à juillet 2020, considérée comme référence par les spécialistes pour observer l'évolution de la déforestation, 9.205 km2 ont été déboisés, 34,5% de plus que lors des 12 mois précédents.

Au Pantanal, 5.935 foyers ont été recensés le mois dernier – le pire mois d'août depuis 2005 – contre 1.690 sur la même période en 2019.

De janvier à août 2020, l'augmentation est de 220% par rapport aux huit premiers mois de l'an dernier.

PÉNINSULE CORÉENNE

Les deux Corées en état d'alerte à l'approche du typhon Maysak

Les avions ont été cloués au sol en Corée du Sud, et des avertissements lancés mercredi sur toute la péninsule en raison de l'arrivée prochaine du typhon Maysak, qui risque d'être le plus puissant depuis de nombreuses années dans la zone. Ce sont plus de 300 vols intérieurs qui ont été annulés en Corée du Sud, alors que la tempête se trouvait encore au sud de la péninsule, accompagnée de vents soufflant à 162 km/h. Le Premier ministre sud-coréen Chung Sye-kyun a affirmé que ce typhon pourrait être aussi puissant que Maemi, qui avait fait 131 morts en 2003 et 4.000 milliards de wons (2,8 milliards d'euros) de dégâts. "Nous sommes particulièrement

inquiets", a-t-il ajouté. Maysak devrait toucher terre mercredi soir à l'ouest de Busan (sud) avant de suivre une trajectoire nord le long de la côte est de la Corée du Sud et de poursuivre sa course en mer du Japon, ou mer de l'Est selon l'appellation coréenne. Le typhon devrait ensuite frapper le nord-est de la Corée du Nord. "Le vent pourrait se renforcer" mercredi soir et jeudi, a indiqué l'agence météorologique sud-coréenne, qui s'attend à plus de 400 millimètres de précipitations.

Les catastrophes naturelles provoquent généralement davantage de dégâts en Corée du Nord qu'en Corée du Sud, en raison notamment de la fragilité des infrastructures nord-

coréennes. Le pays est en outre très vulnérable au risque d'inondations du fait de la déforestation. Les médias publics du Nord indiquent que les autorités ont pris des "mesures urgentes" pour minimiser les dégâts.

"Des pluies importantes et des vents soutenus sont attendus dans plusieurs régions de la RPDC", a averti l'agence officielle nord-coréenne KCNA. Maysak est le second typhon de la semaine sur la péninsule.

Le leader nord-coréen Kim Jong Un s'est rendu la semaine dernière dans une région agricole qui avait essuyé le passage du typhon Bavi, en se disant soulagé de voir que les dégâts y étaient "moins importants que prévu".

NIGERIA

Au moins 12 morts dans 2 naufrages

Au moins 12 personnes ont péri lundi au Nigeria, dans deux naufrages séparés, l'un à Lagos, l'autre dans le Nord-Ouest du pays, ont annoncé mardi les autorités. Deux personnes sont mortes et une est portée disparue après le chavirement d'un bateau de transport de passagers dans la lagune de Lagos, capitale économique du Nigeria, a annoncé l'Autorité des voies navigables de l'Etat de Lagos (Laswa) dans un communiqué. L'embarcation se rendait dans la région d'Ikorodu pour des

obsèques, lorsqu'il a sombré en raison de forts courants, selon la Laswa. "Aucun des sept passagers ne portait de gilet de sauvetage", a précisé son directeur général Oluwadamilola Emmanuel dans un communiqué, "quatre passagers ont été secourus sains et saufs, deux sont morts et un est porté disparu". Selon lui, l'embarcation était un bateau de pêche converti pour l'occasion pour accueillir des passagers et les emmener vers le lieu des funérailles. Les accidents et naufrages

d'embarcations sont fréquents à Lagos, parcourue par un réseau de lagunes et voies d'eau navigables. Le 1er août, dix des 19 passagers d'un bateau de transport y ont trouvé la mort dans des circonstances similaires. Lundi, un autre naufrage a coûté la vie à dix personnes, dont des femmes et des enfants, se rendant à un mariage, dans l'Etat nigérian du Kebbi (Nord-Ouest), a indiqué mardi un responsable des services de secours. "Le bateau a chaviré en raison de fortes vagues sur le

fleuve, dont les eaux sont gonflées par les fortes pluies. La totalité des dix passagers du bateau se sont noyées. Quatre corps ont été retrouvés et les recherches des six autres se poursuivent", a déclaré Sani Dododo, chef de l'Agence de gestion des urgences de l'Etat de Kebbi, cité par l'agence AFP.

La surcharge et le manque d'entretien des bateaux, le non-respect des règles de sécurité et le mauvais temps sont parmi les principales causes des naufrages au Nigeria.

ETATS-UNIS

La rentrée scolaire repoussée au 21 septembre à New York

La ville de New York a annoncé mardi s'être entendue sur un protocole de réouverture des écoles avec le principal syndicat d'enseignants qui menaçait de lancer une grève, jugeant les mesures sanitaires insuffisantes jusqu'ici.

L'accord prévoit le report de la date de la rentrée du 10 au 21 septembre, le temps de mieux préparer la reprise, a annoncé le maire Bill de Blasio lors d'une conférence de presse.

Point central du nouveau protocole, des tests de dépistage du coronavirus seront pratiqués dans toutes les écoles sur des enseignants, le personnel d'encadrement et des élèves.

De 10 à 20% de cette population sera testée de façon aléatoire une fois par mois, le but étant de "ne pas attendre que des symptômes apparaissent dans une école", a expliqué, lors de la conférence de presse, Michael

Mulgrew, président du syndicat United Federation of Teachers.

L'UFT avait fait de la mise en place de tests une condition nécessaire à un accord avec la ville de New York.

Le syndicat avait critiqué le plan initial de la mairie, jugé partiel et flou, et menacé de voter une grève lors de son assemblée générale, prévue mardi.

L'UFT dit représenter la plupart des 75.000 enseignants de New York, académie la plus importante des Etats-Unis.

Les autres académies majeures du pays, de Los Angeles à Chicago, en passant par Houston, Miami ou Philadelphie, ont toutes choisi un enregistrement entièrement à distance pour cette rentrée.

New York avait déjà prévu de scinder les effectifs en deux, voire trois groupes, pour limiter le nombre des élèves présents dans les bâtiments et procéder par rota-

tion. Tous les élèves, enseignants et personnel d'encadrement devront porter des masques lorsqu'ils seront présents dans les locaux.

Il est prévu que les élèves passent toute la journée dans leur classe, sans sortir, y compris pour prendre leur déjeuner.

La mairie se réserve la possibilité de fermer toute ou partie des écoles en fonction de l'évolution de trois indicateurs de transmission du Covid-19 à New York, notamment la proportion de cas positifs parmi les individus testés.

Le président du syndicat UFT a fustigé l'inaction du gouvernement Trump, qui n'a pas participé à l'élaboration de protocoles de réouverture des écoles, tout en invitant les établissements à rouvrir. "C'est une honte", a-t-il dit.

S A N T É - A L G É R I E

TIPASA

Une application intelligente pour aider à l'élaboration d'une carte épidémiologique sur l'évolution du coronavirus

Les équipes en charge des enquêtes épidémiologiques à Tipasa ont été renforcées par une application intelligente susceptible de permettre l'élaboration "en temps réel" d'une carte sur le développement de la situation épidémiologique relative au nouveau coronavirus, a-t-on appris lundi du directeur local de la santé Mohamed Bourahla.

Il s'agit d'un "outil de travail moderne, représenté par un Smartphone englobant une application, qui permet aux médecins de communiquer, aux responsables locaux et centraux, en temps réel des informations relatives à la situation épidémiologique", a expliqué M. Bourahla.

Cette application, exploitée depuis jeudi par les équipes des enquêtes épidémiologiques, "utilise les techniques de géolocalisation, ou GPS, avec un transfert de données en temps réel, de façon à permettre à la Direction locale de la santé et au ministère de la Santé, de la Population et de Réforme hospitalière, d'accéder à l'application, de lire et d'analyser les données, avec un suivi du développement de la situation épidémiologique," a souligné le directeur de wilaya de la santé.

L'application, agréée par le ministère de tutelle dans le cadre des efforts de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, a-t-il ajouté, peut aider notamment à "circonscrire les nouveaux foyers épidémiologiques en un temps record." Outre le gain de temps et d'efforts, "ce nouvel outil de travail permet, également, d'anticiper l'apparition de nouveaux foyers épidémiologiques, en vue d'aider les autorités locales et nationales dans la prise de décision, grâce aux données récoltées," a-t-il révélé en outre.

Mohamed Bourahla a fait part, à ce titre, d'une moyenne quotidienne de 40 à 50 enquêtes épidémiologiques ayant permis, selon lui, "un recul des contaminations par le virus" et, partant, de "circonscrire" la propagation de cette pandémie à travers la wilaya de Tipasa.

"Les équipes chargées des enquêtes épidémiologiques se déplacent au domicile de la personne contaminée dès la déclaration de la contamination, pour effectuer des analyses sur les personnes de son entourage, avant la prise de décisions qui s'imposent concernant les cas positifs, qui sont placés sous traitement à domicile, sans omettre la prise en charge psychologique et le facteur sensibilisation", a-t-il expliqué.

Le directeur de la santé de Tipasa a assuré que la situation "est sous contrôle", notamment grâce aux enquêtes épidémiologiques réalisées sur le terrain.

Selon le dernier bilan annoncé hier dimanche par le ministère de la santé, la wilaya de Tipasa compte 1.232 cas positifs à la Covid-19, dont 16 nouveaux cas.

325 nouveaux cas, 253 guérisons et 7 décès

Trois cent vingt-cinq (325) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 253 guérisons et 7 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 45 158, dont 325 nouveaux cas, soit 0,7 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1525 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 31 746, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 16 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures entre 1 et 9 cas, 12 autres ont enregistré plus de dix cas, tandis que 20 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Par ailleurs, 35 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.



OUARGLA

Acquisition d'implants cochléaires et de prothèses articulaires pour le secteur de la santé

Un lot de 40 prothèses articulaires (genou et hanche) et de six (6) implants cochléaires a été acquis sur budget de la wilaya d'Ouargla au profit du secteur de la santé, a-t-on appris mercredi du président de la Commission de la santé de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW).

Précédée d'actions similaires ayant totalisé un financement de 30 millions DA, l'opération bénéficiera à des malades présentant des infirmités mobiles et à des



enfants sourds-muets, dont les interventions chirurgicales vont être programmées prochainement, a expliqué Ahmed Boubekeur Rassis.

Plus de 80 enfants sourds-muets ont jusque-là bénéficié d'opérations de pose d'implants cochléaires, a rappelé le même responsable en signalant que d'autres opérations de pose d'implants cochléaires sont programmées au profit de 13 enfants inscrits à travers la wilaya d'Ouargla.

ORAN - COVID-19

Un atelier de production de masques de protection au profit des écoliers

La chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) d'Oran vient d'initier un atelier de confection de masques de protection au profit des élèves des différents paliers, dans le cadre de la prévention contre la pandémie du virus Corona, a-t-on appris, mardi, de cette structure.

La CAM a procédé à la création de cet atelier au niveau de son siège, sis à Haï Sabah, au début de cette semaine, en perspective de la prochaine rentrée scolaire, afin de fournir les masques de protection et les distribuer gratuitement aux élèves, a indiqué à l'APS le

directeur de la chambre. L'atelier prévoit de produire plus de 30.000 masques en moins de deux semaines pour fournir les élèves qui devront passer les examens du BEM et du BAC. La confection est supervisée par 10 artisans, indique Noureddine Mehtar Thani, ajoutant que la production sera multipliée avec l'aide d'autres ateliers de confection.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un accord de coopération signé entre le ministère du tourisme, de l'artisanat et du travail familial et celui de la poste et des télécommunications.

Algérie Télécom contribue dans le

financement des chambres dans la création d'ateliers spécialisées dans la confection des fournitures destinées à soutenir les efforts de l'Etat dans sa lutte contre la propagation de la pandémie, selon le même responsable.

La CAM d'Oran a déjà initié, depuis le début de la crise sanitaire, la distribution de quelque 970.000 masques de protection aux différents secteurs, dont les établissements hospitaliers, les associations, les scouts musulmans algériens et les citoyens, au niveau des marchés et des grands espaces commerciaux, indique-t-on.

MOSTAGANEM

Baisse du taux d'occupation à 20% dans les hôpitaux

Le taux d'occupation des lits a diminué à 20% dans les trois hôpitaux de référence de Mostaganem dédiés au traitement des patients infectés par la Covid-19, a-t-on appris lundi du directeur de wilaya de la Santé et de la Population (DSP).

"Les trois hôpitaux de référence de Mostaganem ont réussi à surmonter une situation difficile après avoir fléchi le taux de 100% d'occupation entre la dernière semaine de juillet et la première semaine d'août", a précisé à

l'APS Toufik Mohamed Khelil. Le taux d'occupation a diminué de 95% à 20% durant les deux dernières semaines du mois d'août, soit 75 lits occupés sur les 371 réservés aux patients infectés par la Covid-19 à travers les hôpitaux de Mostaganem, Ain Tédelès et Sidi Ali, a expliqué le responsable.

Le DSP a observé à ce titre que l'amélioration enregistrée a été favorisée par les mesures de confinement sanitaire qui se sont traduites par une réduction du nombre de cas d'infection

et une élévation des guérisons parmi les sujets atteints.

Il a fait part, en outre, de la consolidation des équipements des établissements indiqués à l'instar de l'hôpital "Ernesto Che Guévara" de Mostaganem, qui a été doté d'un nouveau réservoir d'oxygène d'une capacité de 6.000 litres (double de celle du premier réservoir) d'une valeur de 8 millions DA, avec une opération de distribution de ce produit vital vers 60 lits supplémentaires.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

INDE

L'Inde compte près de 3,8 millions d'infections et 66.333 décès

L'Inde a enregistré mercredi 3.769.523 cas confirmés de nouveau coronavirus (Covid-19), dont 66.333 décès, d'après les dernières données rendues publiques par le ministère de la Santé.

Au cours des dernières 24 heures, 78.357 nouveaux cas et 1.045 décès ont été enregistrés dans l'ensemble du pays.

L'Inde compte encore 801.282 cas actifs, tandis que 2.901.908 personnes ont été guéries et ont quitté l'hôpital.

Selon le Conseil indien de la recherche médicale (ICMR), 44.337.201 personnes ont été testées jusqu'à mardi, 1.012.367 tests



ayant été effectués durant la seule journée de mardi.

Le même jour, l'Inde est entrée dans la phase 4 de son programme de déconfinement.

Les nouvelles directives relatives à cette phase ont été publiées samedi dernier.

Selon celles-ci, les écoles resteront fermées jusqu'en fin septembre, tandis que les élèves de la 9e à la 12e année ont été autorisés à se rendre en classe.

MEXIQUE

Le bilan des cas confirmés s'élève à plus de 600 mille

Le Mexique a enregistré 6.476 infections par le COVID-19 et 827 décès supplémentaires en 24 heures, portant le bilan national à 606.036 cas confirmés et 65.241 décès, a annoncé le ministère

de la Santé. Le Mexique est désormais le huitième pays au monde en termes de cas COVID-19, et quatrième en nombre de décès liés au nouveau coronavirus, selon les chiffres de l'Université Johns

Hopkins. Le gouvernement a fait des progrès dans sa gestion de la crise sanitaire et économique, et souhaite contrôler la pandémie sans alourdir la dette du secteur public.

PALESTINE

180 décès et plus de 30 000 infections en 6 mois

Le nouveau coronavirus (Covid-19) a fait au total, 180 morts et plus de 30.000 contaminations en Palestine qui est entrée dans son septième mois de lutte contre l'épidémie, ont rapporté des médias palestiniens. En Palestine, qui a enregistré les premiers cas de coronavirus le 5 mars dernier, le nombre de morts a atteint les 180 décès et les infections ont dépassé la barre des 30.000, dont environ 9.500 cas actifs, tandis que 20.800 se sont rétablis, selon les données

officielles rapportées par l'agence de presse palestinienne (Wafa). Le gouvernorat d'El Khalil est en tête en termes de morts et de contaminations, avec 111 morts et 13 095 infections dont 3 400 actifs suivi par la ville d'El Qods occupée et ses environs avec 31 morts et 9491 infections, dont 2558 actifs. Le coronavirus qui a frappé le monde a fait environ 856 000 morts et affecté plus de 25 millions de personnes dans 215 pays.

GRÈCE

Découverte d'un premier cas du Covid-19 dans le principal camp de migrants

La Grèce a annoncé mercredi le premier cas de contamination causée par le nouveau coronavirus dans le camp de migrants de Moria, le principal du pays, sur l'île de Lesbos, où vivent dans des conditions insalubres près de 13.000 demandeurs d'asile.

"Un Somalien de 40 ans a été testé positif", a indiqué une source du ministère grec des Migrations.

Le réfugié était retourné dans l'île récemment en provenance d'Athènes, selon la même source.

Plus de 12.700 personnes vivent entassées dans le camp de Moria, dont la capacité d'accueil est de 2.800 places. Un autre cas de contamination au nou-

veau coronavirus, celle d'un homme de 35 ans originaire du Yémen, avait été enregistré en juillet dans le camp de réfugiés de l'île de Chios.

La Grèce a annoncé vendredi une prolongation jusqu'au 15 septembre du confinement imposé aux migrants dans les camps aux portes d'entrée de l'Europe, sur les îles et à la frontière terrestre du pays, qui connaît une résurgence des cas de coronavirus.

La présence de plus de 24.000 demandeurs d'asile dans des camps insalubres, d'une capacité d'accueil de moins de 6.100 places, situés sur les cinq îles de la mer Egée, est une source d'inquiétude pour les autorités. Mais

les ONG ont plusieurs fois dénoncé l'enfermement des demandeurs d'asile dans ces structures qui ne sont pas adaptées pour mettre en place les mesures barrières nécessaires. Les nouveaux arrivants sur les îles grecques sont, par ailleurs, placés en quarantaine dans des structures séparées pour ne pas prendre le risque de contaminer tout le camp. Alors que les arrivées s'étaient tariées pendant le confinement, elles ont repris légèrement pendant l'été. La Grèce, avec 271 décès dus au Covid-19, n'a pas été aussi sévèrement touchée que d'autres pays européens, et aucun décès n'a été enregistré dans les camps de migrants.

ECOSSE

800 000 personnes soumises à des nouvelles restrictions à Glasgow

Quelque 800 000 personnes sont concernées par les nouvelles restrictions imposées mercredi par les autorités écossaises à Glasgow et dans l'ouest de l'Ecosse, pour lutter contre une résurgence du nouveau coronavirus, a indiqué la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon.

En vertu de ces mesures entrées en vigueur depuis minuit, touchant environ 800.000 personnes, la population a l'interdiction de recevoir et rendre visite à des membres d'un autre foyer, après que 66 nouveaux cas ont été recensés mardi dans la zone, selon Nicola Sturgeon. "Il apparaît que la transmission (du virus) s'effectue au sein des

foyers et entre foyers, plutôt que dans les pubs et restaurants", a-t-elle souligné mardi soir en annonçant ces mesures, qui doivent faire l'objet d'une évaluation dans une semaine. L'Ecosse a par ailleurs instauré une quarantaine de deux semaines aux voyageurs en provenance de Grèce en raison d'une augmentation des cas importés en Ecosse depuis les îles du pays.

Un peu plus au sud du Royaume-Uni, dans la région anglaise de Manchester, les élus locaux ont jugé prématurée la levée mercredi de restrictions interdisant le rassemblement entre membres de foyers différents à Bolton et Trafford, appelant le gouverne-

ment à les repousser. Le maire du Grand Manchester Andy Burnham a appelé la population des deux localités à continuer à observer ces mesures malgré leur levée par le gouvernement.

Le nombre de cas "augmente toujours" à Bolton et Trafford, a-t-il déclaré mercredi sur BBC Radio 4, demandant aux gens de foyers différents "d'éviter de se mélanger".

Pays le plus durement touché en Europe, le Royaume-Uni déplore 41.500 morts pour plus de 337.000 cas diagnostiqués positifs et entend agir localement afin d'éviter un nouveau confinement au niveau national dévastateur pour l'économie.

ROYAUME-UNI

Londres débloque des fonds pour les pays en développement

Le Royaume-Uni a débloqué mercredi de nouveaux fonds pour les pays en développement confrontés à la pandémie de nouveau coronavirus et à la famine, à l'occasion de l'entrée en vigueur d'une réforme de l'aide extérieure britannique.

Au début de l'été, le gouvernement de Boris Johnson a annoncé la reprise en main de l'aide extérieure, jusqu'ici gérée par une structure à part, par le ministère des Affaires étrangères.

Ce dernier devient officiellement mercredi le ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement.

A cette occasion, le ministre des Affaires étrangères Dominic Raab a annoncé dans un communiqué débloquer 119 millions de livres (133 millions d'euros) pour aider les pays confrontés à "la menace combinée du coronavirus et des famines".

Ces fonds sont destinés au Yémen, à la République démocratique du Congo, à la Somalie, à la Centrafrique, au pays du Sahel, au Soudan du Sud et au Soudan. Il s'est engagé à "faire usage des leviers diplomatiques et de l'expertise en termes d'aide du Royaume-Uni pour construire un consensus international plus fort face aux répercussions dévastatrices du coronavirus, des conflits et du changement climatique". Le chef de la diplomatie a également assuré vouloir profiter de sa présidence du G7 et de la conférence sur le climat Cop26 l'année prochaine pour presser la communauté internationale de renforcer l'aide aux pays en développement.

La réforme de l'aide extérieure britannique avait été justifiée par le besoin de tenir compte des nouveaux défis géopolitiques comme les "ingérences" de la Russie ou l'essor de la Chine.

Mais elle a été critiquée par le secteur humanitaire et trois anciens Premiers ministres britanniques comme revenant à politiser l'octroi annuel de ce budget de 13 milliards de livres (14,5 milliards d'euros).

Le gouvernement s'est toujours engagé à maintenir ce budget à 0,7% de son Produit intérieur brut, même si de nouveaux doutes sont apparus dans la presse récemment en raison des répercussions sur les finances publiques de la pandémie.

"Il n'y a pas de changement à cet engagement", a répété mardi un porte-parole de Boris Johnson.

"Le nouveau (ministère) sera capable d'optimiser l'impact de notre budget consacré à l'aide".

AUTRICHE

Les personnels de santé pourraient être vaccinés dès janvier

Les personnels de santé pourraient bénéficier en priorité de premiers vaccins contre le coronavirus en Autriche au début de l'année prochaine, a indiqué mardi le gouvernement.

"Il se pourrait que la vaccination soit possible en Autriche dès le mois de janvier", s'est réjoui mardi en conférence de presse le ministre autrichien de la Santé Rudolf Anschober (écologiste).

"Au moment où je vous parle, les choses se présentent plutôt bien", a-t-il ajouté en évoquant le calendrier de conception, de certification et de mise sur le marché des doses de vaccin. D'ici au début de l'année 2021, Vienne espère en recevoir 600.000 et prévoit d'immuniser, à partir du mois de janvier, 300.000 personnes, prioritairement des professionnels de la santé et des auxiliaires de vie, avant d'étendre à ceux qui le souhaitent la campagne dans l'été. Jeudi, l'Autriche a annoncé sa participation à un accord à l'échelle de l'UE avec le groupe pharmaceutique AstraZeneca pour sécuriser l'obtention de six millions de vaccins. "En outre, l'Union européenne (UE) et la Commission négocient avec cinq autres sociétés pour la conclusion d'accords de préachat afin d'obtenir un portefeuille équilibré de vaccins", a indiqué le ministre autrichien de la Santé dans un communiqué. L'accord avec AstraZeneca a été signé dans le cadre d'une stratégie européenne adoptée en juin 2020 pour fournir à tous les résidents de l'Union européenne des vaccins dans un délai de 12 à 18 mois.

L'Autriche, qui compte 8,8 millions d'habitants, a officiellement enregistré mardi près de 27.500 cas de contamination à la maladie Covid-19. 734 décès sont imputés à la pandémie.

TROUBLES DU SOMMEIL QUELLE EST L'HEURE IDÉALE POUR SE COUCHER ?

Couche-tôt ou couche-tard : connaissez-vous votre chronotype ? Peut-on influencer la qualité du sommeil selon l'heure du coucher ? Réponse du Dr Vanessa Slimani, psychiatre et somnologue.

La nuit est un moment capital pour se ressourcer et pour autoréguler notre organisme. La qualité du sommeil est donc elle aussi essentielle pour être en forme tout au long de la journée. Le cerveau est même le pivot de ce processus, puisque pendant la nuit, il va pouvoir consolider la mémoire, évacuer les émotions négatives, et, tout simplement, nous permettre de bien démarrer la journée suivante.

Mais tout ne se passe pas toujours comme on le souhaiterait, puisque selon l'étude de l'INSV/MGEN (2015), 17% des Français souffriraient de troubles du rythme du sommeil. Un chiffre éloquent, que l'heure de coucher peut influencer de façon remarquable. Mais dans des quotidiens toujours plus intriqués, quelle est l'heure idéale pour se coucher ? Voici nos réponses !

LE CYCLE DU SOMMEIL. UN ÉLÉMENT PRIMORDIAL.

Si on en entend beaucoup parler, les contours du cycle du som-



meil sont parfois un peu flous. Selon Dr Vanessa Slimani, médecin somnologue, "un cycle de sommeil se compose de trois états principaux qui se succèdent : l'endormissement, le sommeil lent (léger et profond) et le sommeil paradoxal. Chacun de ces stades

se caractérise par le niveau d'activité du cerveau, le tonus musculaires, la présence ou non de mouvements rapides des yeux sous les paupières du dormeur." Au cours d'une nuit, on enchaîne entre 4 à 6 cycles de sommeil, chacun dure en moyenne 90 min.

Les stades principaux du cycle de sommeil sont donc :

- L'endormissement,
- Le sommeil lent léger, où tout se ralentit,
- Le sommeil lent profond, où tout se joue en creux.
- Le sommeil paradoxal, où tout devient plus irrégulier, prêt à l'éveil.

Il semble évident d'affirmer que la nuit est un moment où tout se joue, sur les plans nerveux, corporel et encore immunitaire. C'est pourquoi l'heure de coucher est primordiale. Mais elle diffère selon les individus.

PLUTÔT DU MATIN OU PLUTÔT DU SOIR ?

Chaque période de la vie ne nécessite pas le même temps, ni la même qualité de sommeil. Selon le Dr Slimani, "nous héritons de la quantité et des horaires de sommeil de nos parents, mais chaque âge possède ses propres codes de sommeil" :

- à 13 ans : 9 à 11h
- à 17 ans : 8 à 10h
- à 18 à 64 ans : 7 à 9h

-> 65 ans : 7 à 8h

L'heure du coucher varie donc selon son âge, mais aussi selon sa génétique. L'heure de coucher idéale varie d'un individu à l'autre. Il y a des personnes plutôt du matin et d'autres du soir. Il y a aussi des personnes qui se situent « au milieu » ni clairement du soir ni du matin. Ce tempérament que l'on appelle chronotype est défini par la génétique", nous précise le Dr Slimani.

En résumé, il n'existe pas d'heure universelle établie pour aller se coucher. En revanche, les besoins en durée de sommeil variant d'une personne à l'autre, il est important de savoir de quelle quantité de sommeil on a besoin, cela permet d'adapter l'heure du coucher en fonction. L'essentiel est surtout de savoir s'écouter, d'être attentif aux signaux d'endormissement (bâillement, piquotement des yeux, baisse de tonus...) pour aller au lit lorsque le sommeil survient. Mais aussi de savoir gérer la qualité globale de sa nuit selon son âge et son mode de vie.

4 EXERCICES DE RESPIRATION POUR TROUVER PLUS FACILEMENT LE SOMMEIL

Une bonne respiration augmente l'oxygénation du cerveau et développe la conscience corporelle. En maîtrisant son souffle, on parvient à canaliser les pensées qui nous envahissent. Apaisée, on trouve alors plus facilement le sommeil. Découvrez les 5 exercices pour un bon sommeil de la sophrologue Carole Serrat.

LA RESPIRATION ABDOMINALE POUR DÉTENDRE EN PROFONDEUR

La tradition chinoise indique que l'on a deux cerveaux : le cérébral et l'abdominal. Il est d'ailleurs aisé de constater que lorsque l'on est stressé, on a comme un nœud à l'estomac, et que c'est dans le ventre que se concentrent les besoins les plus élémentaires et les émotions. Cette respiration est celle du nouveau-né que nous retrouvons spontanément dans le sommeil.

Comment procéder

En position allongée ou, en journée, en position assise. Inspirer par le nez, en gonflant le ventre comme un ballon et en ouvrant le thorax. Puis, expirer longuement par la bouche en rentrant l'abdomen au maximum.

En position debout. Inspirer par la bouche et prolonger l'expiration, en mettant les deux mains sous les côtes, et en se penchant en avant.

Pratiquer au moins 5 respirations de suite. Plus longue est l'expiration, mieux

le sera le sentiment de détente. Il est important de bien vider l'air des poumons pour mieux les remplir afin de réguler le système nerveux et de détendre tous les muscles abdominaux. A renouveler dès qu'on se sent envahi par une émotion perturbante jusqu'à ce que le calme revienne en vous.

LA RESPIRATION PAR LE PLEXUS SOLAIRE POUR RETROUVER L'ÉQUILIBRE

Le plexus se situe entre le sternum et le nombril. C'est une zone très sensible sur laquelle on travaille en sophrologie mais aussi dans le yoga ou les arts martiaux. Car c'est le centre de la confiance en soi. L'exercice suivant qui associe de la visualisation à la respiration permet d'accompagner la détente et, dans le même temps, d'augmenter l'oxygénation du cerveau. On peut le pratiquer en position assise, debout ou allongé.

Comment procéder

Commencer par expirer.

Inspirer par le nez en gonflant le ventre comme un ballon. Pour s'aider, on peut poser ses deux mains sur le ventre, afin de bien sentir le va-et-vient de la respiration.

Expirer le plus lentement possible en vidant le maximum d'air des poumons tout en rentrant le ventre.

À pratiquer, inspirer en retenant l'air pen-

dant quelques secondes. Imaginer qu'en inspirant, on se remplit de calme et de paix.

Expirer par le nez en évacuant les éléments "négatifs" : le stress, les tensions, les appréhensions.

De nouveau, inspirer le positif, la sérénité puis expirer le négatif, le stress, les contrariétés.

LA RESPIRATION DE LA LUNE POUR TROUVER LE SOMMEIL

Selon la tradition indienne du pranayama (contrôle du souffle), par la narine gauche est aspiré le courant magnétique, en liaison avec le plexus solaire. On l'appelle courant solaire. Par la narine droite est aspiré le courant électrique, appelé courant lunaire. La respiration dite "de la lune" apaise l'agitation mentale responsable des difficultés d'endormissement.

Comment procéder

S'installer au bord du lit, le dos et la tête bien droits, les mâchoires serrées et la langue détendue.

Commencer par inspirer profondément par les narines, puis boucher la narine droite avec le pouce droit. Inspirer lentement par la narine gauche.

Retenir ensuite son souffle en bouchant les 2 narines avec le pouce. Annulaire et le majeur de la main droite.

Déboucher la narine droite et expirer lentement. Retenir son souffle en bou-

chant la narine droite avec le pouce de la main droite. Inspirer lentement par la narine gauche. Continuer la série et terminer par la narine droite.

Voilà le bon rythme à adopter pour cet exercice : inspirer pendant 8 à 10 secondes ; retenir son souffle pendant 8 à 10 secondes ; expirer pendant 8 à 12 secondes ; retenir son souffle pendant 3 secondes.

LA RESPIRATION ALTERNÉE POUR S'APaiser EN CAS DE RÉVEIL NOCTURNE

À 4 heures du matin, les idées noires nous assaillent ? Cette respiration nasale va nous apaiser.

Comment procéder

S'allonger sur le dos et boucher la narine droite avec le pouce de la main droite.

Expirer alors doucement par la narine gauche, marquer un temps d'arrêt du souffle à vide, inspirer lentement par la même narine, puis marquer un temps d'arrêt du souffle à pleins.

Le bon rythme est le suivant : expirer pendant 4 secondes, puis marquer un temps d'arrêt du souffle pendant 1 seconde. Inspirer pendant 4 secondes, bloquer pendant 1 seconde, puis expirer, etc.

Répéter l'exercice pendant 10 à 20 respirations. Changer de narine.

Ces aliments qui favorisent le sommeil

Les troubles de sommeil concernent un Français sur deux ! S'il n'existe pas d'aliment miracle, voici ce que vous pouvez mettre au menu du soir pour favoriser un sommeil de qualité.

Vous avez du mal à vous endormir et/ou un sommeil de mauvaise qualité ? Parmi les aliments qui facilitent le sommeil, ceux qui contiennent du tryptophane ont une place de choix. Le tryptophane est un acide aminé à l'origine de la synthèse de la sérotonine qui intervient dans la synthèse de la mélatonine, hormone du sommeil. Des études ont montré que la consommation de tryptophane permet de s'endormir plus rapidement et exacerbe les sensations de somnolence et de fatigue. Les aliments riches en oméga-3 contiennent un taux intéressant de sérotonine aussi recommandés pour un bon sommeil.

Pour mieux dormir, on peut aussi miser sur les aliments riches en calcium. Le calcium intervient directement sur le sommeil en favorisant son apparition et en améliorant sa qualité. Le magnésium ayant un effet équilibrant du système nerveux central, ce qui aide à développer un sommeil de qualité, consommer des aliments riches en magnésium, tels que les céréales complètes, légumineuses comme les lentilles, fèves, haricots secs..., les graines oléagineuses (pépins de courge, noix de Cajou, amandes...), les eaux riches en magnésium comme Rozana, Hépar, Quézac... peuvent donc faciliter l'endormissement.

Favoriser les glucides lents le soir est une bonne façon d'améliorer son sommeil, les glucides lents remplissant le ventre (pas de réveil la nuit car vous avez faim !) et ont un petit effet somnifère. Autres aliments favorables à l'endormissement, ceux contenant des vitamines B, vitamines du système nerveux et plus particulièrement de la vitamine B6, vitamine du sommeil, comme les œufs et les céréales complètes, mais aussi les pommes et la laitue grâce à leur composition en certaines substances. Enfin, les plats caloriques, riches en lipides et difficiles à digérer, sont à éviter pour éviter les insomnies.

LES BONS GESTES POUR (BIEN) DORMIR QUAND IL FAIT (TRÈS) CHAUD

Pas facile de trouver le sommeil pendant les nuits de canicule... Outre fermer les volets la journée et s'hydrater suffisamment, voici quelques astuces pour faire baisser la température du corps et trouver le sommeil plus facilement.

Il suffit que les températures grimpent, grimpent... pour que notre organisme se détraque. La perte de sels minéraux due à la transpiration et la fatigue contribuent à diminuer l'appétit. Le sommeil aussi est perturbé. Et la seule solution pour éviter les nuits d'insomnie est de faire baisser la température du corps entre 36,4° et 36,2°C. On vous explique comment.

Du yoga pour faire baisser la température du corps

Cette technique est souvent utilisée en médecine traditionnelle indienne pour faire baisser la fièvre, améliorer la concentration ou réguler la pression sanguine. Assise confortablement, tirer la langue et l'incurver pour lui donner la forme d'un U. Si ce n'est pas possible, tirer juste la langue. Inspirer profondément par la bouche en sentant l'air passer sur la langue, un peu comme si l'on respirait à travers une paille, jusqu'à ce qu'il arrive dans le ventre. Fermer la bouche et expirer lentement par le nez. Recommencer à la fin de l'expiration et répéter 5 fois par heure maximum.

On ventile au maximum

- On crée des courants d'air. En veillant bien à bloquer les ouvertures, sinon gare aux réveils nocturnes à cause d'une porte qui claque!
- On investit dans un ventilateur. Même peu puissant, il aide à rafraîchir le corps, surtout si on place devant les pales une bouteille d'eau congelée. Si on laisse



fonctionner l'appareil toute la nuit, on évite de le diriger vers la tête et le cou. Mieux vaut orienter le soufflé d'air vers les jambes ou le milieu du corps.

On prend une douche tiède

Le meilleur moment, c'est juste avant d'aller se coucher. Le but étant de faire baisser la température corporelle, il ne s'agit pas de s'activer juste après! On peut commencer par une douche froide en partant des pieds et en remontant le long des jambes. Puis on termine par un jet d'eau tiède

pour respecter la température de l'organisme (37°C). Après, on sèche uniquement les pieds et les plis pour garder quelques gouttelettes d'eau rafraîchissantes sur la peau.

On dégaîne son spray d'eau minérale

On opte pour une version grand format. Et on pense à mettre le spray d'eau minérale au réfrigérateur pendant la journée pour maximiser l'effet fraîcheur le soir venu. Avant de se coucher, on vaporise les draps et l'oreiller. Puis on le garde à portée de main pour

peux s'en servir en cas de chaleur nocturne. Si on l'utilise souvent, on prévoit une petite serviette afin de s'éponger entre deux vaporisations.

On s'hydrate avec une eau parfumée

Dans une grande bouteille, placer des morceaux de concombre (sans la peau) en lamelles, des feuilles de menthe fraîche et un demi-citron pelé, coupé en petits morceaux. Recouvrir d'eau. À préparer le matin et à laisser infuser au réfrigérateur. Déguster le soir avec des glaçons : effet refroidissant garanti!

LES TROUBLES DU SOMMEIL AUGMENTENT-ILS LE RISQUE D'ALZHEIMER ?

Si les scientifiques ne savent pas encore soigner la maladie d'Alzheimer, la recherche avance. Surtout du côté des facteurs de risques comme les troubles du sommeil.

Pourquoi, outre la génétique, développe-t-on la maladie d'Alzheimer ? Les essais cliniques visant à trouver un remède à Alzheimer ne sont pas franchement couronnés de succès jusqu'à présent. Mais la recherche sur les facteurs de risque avance : "Grâce à l'utilisation de plusieurs méthodes d'imagerie cérébrale, cette étude nous a permis de préciser les mécanismes

expliquant les liens entre qualité du sommeil, risque de déclin cognitif et de maladie d'Alzheimer" explique Géraldine Rauchs de l'Inserm, qui vient de publier une nouvelle étude sur le rapport entre troubles du sommeil et maladie d'Alzheimer.

Pourquoi s'intéresser aux troubles du sommeil pour expliquer cette maladie ? Simplement parce que ceux-ci ont un impact délétère sur notre cerveau. L'apnée obstructive du sommeil touche 30% de la population passé 65 ans, il s'agit du trouble le plus fréquent.

Les sujets atteints de la pathologie s'arrêtent de respirer de façon contrôlée et répétée durant leur sommeil. On sait que ce problème peut engendrer des maladies cardiaques, mais pas seulement...

ACCUMULATION DE PROTÉINE BÉTA-AMYLOÏDE

Pour aller plus loin dans la théorie d'un impact sur le cerveau et sur le déclenchement d'Alzheimer, Géraldine Rauchs et son équipe de chercheurs ont utilisé plusieurs techniques d'imagerie

après avoir recruté 127 personnes de plus de 65 ans. Ils se sont aperçus que 75% d'entre eux faisaient de l'apnée du sommeil, sans le savoir. Après des examens complets, cela leur a permis de mieux comprendre les changements sur le cerveau de ces personnes non traitées sur le plan structurel et moléculaire. Résultat ? Pas d'impact cognitif mais l'accumulation de protéine bêta-amyloïde. Or, c'est cette même protéine qui s'accumule sous forme de plaques dans la maladie d'Alzheimer.

Il est cependant impor-

tant de noter : "Cela ne veut pas dire que ces personnes vont nécessairement développer la maladie, mais elles présentent un risque plus élevé. De plus, il existe des médicaments efficaces pour traiter les apnées du sommeil. Détecter les troubles du sommeil, notamment les apnées du sommeil, et les traiter ferait donc partie des moyens pour favoriser le vieillissement réussi" précise la chercheuse en charge de l'étude. Mais l'étude rappelle qu'il est nécessaire de se faire dépister pour l'apnée du sommeil passé 65 ans.

LIBYE

Le chef de la diplomatie de l'UE en visite pour tenter de consolider le cessez-le-feu

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borell, a qualifié mardi de "priorité absolue" le dossier libyen, lors d'un déplacement à Tripoli, où il a discuté des moyens de renforcer le cessez-le-feu et de relancer les pourparlers entre les parties libyennes.

"La Libye reste la priorité absolue de l'Union européenne" (UE), a tweeté M. Borell à l'issue d'un entretien avec le chef du gouvernement d'union (GNA), Fayez al-Sarraj, et les membres de son cabinet. "Nous nous félicitons du récent accord de cessez-le-feu et continuons d'appuyer le dialogue et le règlement politique", a poursuivi le haut-représentant pour les Affaires étrangères de l'UE, arrivé à la mi-journée à Tripoli, siège du GNA.

Il s'agit de la première visite de M. Borell en Libye, où il espère "faire progresser les efforts de l'UE" en faveur de "la reprise du dialogue politique" dans ce pays en proie à de multiples ingérences étrangères, a également souligné sur Twitter son porte-parole, Peter Stano. Le 22 août, le GNA et la chambre des représentants présidée par Aguila Saleh ont annoncé, séparément, un cessez-le-feu et des élections à venir. Toutes les précédentes tentatives de règlement ont échoué. Ces annonces d'un cessez-le-feu et d'une reprise du processus politique "créent un nouvel espoir" en vue d'une solution pacifique, avait alors estimé Josep Borell, dans un communiqué au nom des 27 pays membres de l'UE. Au sein de l'UE, des pays comme la France et l'Italie ont à plusieurs reprises affiché leurs désaccords sur la Libye.

TUNISIE

Le gouvernement de Hichem Mechichi obtient la confiance du Parlement

Le gouvernement proposé par le chef du gouvernement tunisien désigné Hichem Mechichi a obtenu, mercredi à l'aube la confiance du Parlement avec une majorité de 134 voix, ont rapporté les médias tunisiens.

À l'issue de plus de quinze heures de débat, son équipe a été approuvée par 134 voix pour, 67 contre et zéro abstention sur un total de 201 députés présents.

L'obtention de la confiance du parlement nécessite, en effet, une majorité de 109 voix sur un total de 217 députés. Le nouveau chef du gouvernement et son équipe devaient prêter serment, lors d'une cérémonie qui sera ultérieurement organisée à Tunis. Cette opération a été précédée par une série de réunions de concertations à l'intérieur des partis et entre les différents acteurs politiques tunisiens, au cours de la semaine dernière. Hichem Mechichi, 46 ans, devient ainsi le neuvième premier ministre en Tunisie depuis les événements de 2011. (

MALAWI

Le président réintègre le chef de l'armée limogé par son prédécesseur

Le nouveau président du Malawi, Lazarus Chakwera, a rétabli mardi dans ses fonctions le chef de l'armée, limogé par son prédécesseur Peter Mutharika après avoir fait intervenir l'armée pour protéger des manifestants lui étant hostiles. En 2019, des manifestations dénonçant des fraudes et contestant la réélection en mai du chef de l'Etat sortant, Peter Mutharika, avaient été le théâtre de violences entre la police et les partisans de l'opposition. En juillet, le général Nundwe avait fait descendre ses troupes dans les rues de plusieurs villes du pays pour mettre fin aux violences. Il avait été limogé par M. Mutharika en mars 2020, un mois après l'annulation par la Cour constitutionnelle de sa réélection pour cause de fraudes. Lazarus Chakwera a été élu en juin lors d'un nouveau scrutin durant lequel il a battu M. Mutharika. Affirmant que son prédécesseur avait fait un usage "abusif" de ses pouvoirs "sans motif", le président Chakwera a rétabli mardi le général Nundwe à la tête de l'état-major de l'armée. "J'ai réintégré le général Nundwe au poste de commandant des Forces de défense du Malawi, avec effet immédiat", a déclaré le chef de l'Etat, lors d'un discours à la nation.

SAHARA OCCIDENTAL

La militante sahraouie Aminatou Haidar appelle l'ONU à fermer le passage illégal d'El Guergarat

La militante sahraouie, Aminatou Haidar a déclaré mardi que l'ONU avait l'obligation de fermer la brèche illégale d'El Guergarat, principal passage de la drogue marocaine.

"L'ONU a l'obligation de fermer cette brèche illégale restant le principal passage de la drogue marocaine et autres crimes frontaliers", a tweeté la "Ghandi" du Sahara Occidental.

Aminatou Haidar a dénoncé cette brèche créée par le Maroc en violation de l'accord de cessez le feu, soulignant qu'elle constituait "un sérieux danger pour la paix dans la région". "Pire encore est l'incapacité de la Minurso de protéger les sahraouis contre les violations marocaines, alors qu'elle court à la rescousse des intérêts de l'oc-

cupant ce qui encourage, le Maroc" à poursuivre l'occupation des territoires sahraouis et l'exploitation de ses ressources, a déploré l'activiste sahraouie, prix Nobel alternatif 2019. La militante a exprimé son soutien à ses compatriotes qui observent depuis hier "un sit-in pacifique légitime" à El Guergarat pour dénoncer ce passage illégal, s'interrogeant sur "le rôle de la Minurso, incapable d'accomplir la mission pour laquelle elle a été créée" qui est "l'organisation d'un référendum d'autodétermination" au Sahara Occidental. Le crime organisé au Sahel continue d'évoluer principalement autour du haschich marocain, transitant via le passage d'El Guergarat, localité située à l'extrême sud ouest du Sahara Occidental, a révélé un récent rapport du Groupe d'experts de l'ONU sur le Mali, qui pointe du doigt "le manque de coopération" du Maroc en matière de lutte contre le trafic de drogues. Selon le document,



"Le flux de stupéfiants est plus régulier et plus stable à travers le Mali reste celui de la résine de cannabis, ou haschich, en provenance du Maroc, qui transite par la Mauritanie et le Mali, puis par le Niger jusqu'en Libye".

Ce rapport final signé par le coordonnateur du Groupe d'experts sur le Mali, Albert Barume, relève que "l'implication de groupes armés dans la criminalité organisée continue d'évoluer principalement

autour du convoi de haschich marocain, ce qui entraîne des affrontements meurtriers au Mali".

Dans ce rapport adressé au président du Conseil de sécurité, le Coordonnateur, précise que "le Maroc n'a pas fourni au Groupe d'experts ou aux parties prenantes dans la région du Sahel des informations qui aur aient pu permettre d'identifier les individus et entités qui approvisionnent en haschich dans la région".

MAURITANIE

Réouverture des établissements scolaires

La Mauritanie a procédé mardi à l'ouverture de l'ensemble des établissements scolaires, dont les universités, dans le cadre d'un "déconfinement progressif" mis en vigueur dans le pays.

Les classes d'examen doivent bénéficier, en même temps que les autres apprenants, de vacances de 15 jours, à l'issue desquelles ils reviendront pour leurs compositions de passage en classes supérieures pour l'année scolaire 2020-2021, dont le début est prévu pour le 16 novembre. Selon Mohamed Ould Ahmed Val, directeur d'école publique situé à Teya, le retour au classe reste encore ti-

vide, car seulement 40% des élèves ont rejoint son établissement.

"Cette situation me paraît être liée à la période situées en pleine saison des pluies où les gens sont habitués à être en vacances pour s'occuper de leurs cultures, de leurs animaux et se reposer", a-t-il expliqué. "Par rapport à l'encadrement, tous les enseignants de notre école ont répondu présents", a-t-il conclu.

Les établissements scolaires étaient fermés depuis le 13 mars dernier, date de l'apparition du premier cas de COVID-19 en Mauritanie. Mais ils ont été désinfectés et sont dotés de moyens

de protections pour la réouverture.

Les autorités mauritaniennes ont décidé en mai l'assouplissement progressif des mesures initialement prises dans le cadre de la riposte nationale face à la pandémie de COVID-19, notamment l'ouverture des marchés, la reprise de la grande prière du vendredi dans les mosquées, ainsi que la levée totale du couvre-feu. Par contre, les aéroports sont toujours fermés pour les voyageurs internationaux sauf pour raison d'autorisation spéciale. A ce jour, la Mauritanie compte 7.048 cas confirmés de COVID19, dont 6.464 guérisons et 159 décès.

SOUDAN

L'accord de paix de Juba "créé un nouvel Etat soudanais" (Hamdok)

Le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok a affirmé mardi à Khartoum que l'accord de paix de Juba, paraphé par les autorités soudanaises de transition et plusieurs mouvements rebelles, "créé un nouvel Etat soudanais et remédie aux injustices du passé". Après des mois de négociations, cet accord a été

paraphé lundi lors d'une cérémonie à Juba, au Soudan du Sud. Il doit mettre un terme à 17 années de conflits qui ont fait des centaines de milliers de morts -- essentiellement dans les premières années -- en particulier au Darfour (ouest), selon l'ONU. "La paix reste le rêve des Soudanais. Ce qui a été accompli dans la première phase est une grande réalisation historique. Cela nous place dans la bonne direction et renforce notre détermination à poursuivre le chemin vers la paix", a déclaré M. Hamdok à la presse en arrivant mardi à Khartoum. La date de la signature officielle de l'accord n'a pas été annoncée. Cinq organisations au total -- réunies au sein du Front révolutionnaire soudanais (FRS), créé en 2011 -- ont opposé leur paraphe, en comptant la faction de l'Alliance des forces de libération du Soudan (AFLS) de Tahir Hajar qui a fait sécession en 2017 de la faction SLA-AW du Mouvement de Libération du Soudan (MLS).

Deux groupes ont refusé

jusqu'à présent de se joindre à l'accord: le SLA-AW d'Abdelwahid Nour et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLA-N) d'Abdelaziz al-Hilu. M. Hamdok a indiqué que le "gouvernement cherchait à les rencontrer dans un avenir proche pour parvenir à une paix globale dans l'intérêt du peuple soudanais".

Les groupes rebelles et le gouvernement ont paraphé au total huit protocoles constituant l'accord de paix: sécurité, propriété foncière, justice transitionnelle, réparations et compensations, développement du secteur nomade et pastoral, partage des richesses, partage du pouvoir et retour des réfugiés et des déplacés. L'accord stipule que les mouvements armés devront à terme être démantelés et que leurs combattants devront rejoindre l'armée régulière, qui sera réorganisée pour être représentative de toutes les composantes du peuple soudanais. Plusieurs accords de paix avaient échoué, notamment en 2006 et en 2010.

MALI

Un civil tué par des soldats français

Un civil malien a été tué et deux blessés mardi par des militaires français, selon un communiqué de l'état-major français. A une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Gao (Nord-Est), "un bus qui se dirigeait à vive allure en direction du convoi militaire (français) a fait l'objet de sommations verbales et gestuelles, puis d'un premier tir de sommation, alors que la menace de véhicules suicides est élevée", détaille l'état-major. Mais "ces premières mesures n'ont pas fait ralentir le bus", affirme-t-il: "un second tir de sommation dirigé vers le sol a alors été effectué. Deux balles ont ricoché sur le sol et traversé le pare-brise, blessant trois passagers dont l'un grièvement". "Le blessé grave a été évacué par hélicoptère vers l'hôpital de la force Barkhane à Gao" mais "est décédé des suites de ses blessures", poursuit le communiqué.

APIS

ONU

Sommet le 24 septembre sur la gouvernance mondiale après la pandémie

- Le Niger, président en exercice du Conseil de sécurité de l'ONU, organisera le 24 septembre une visio-conférence entre chefs d'Etat sur l'avenir de la gouvernance mondiale après la pandémie, a annoncé mardi son ambassadeur aux Nations unies, Abdou Abarry.

"Le 24, on aura un débat au sommet sur la gouvernance mondiale post-Covid-19 en relation avec le maintien de la paix et de la sécurité internationales", a déclaré à des médias l'ambassadeur nigérien en présentant le programme de travail du Conseil pour septembre.

Cette session interviendra au cours de la semaine annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU au niveau des dirigeants de la planète, qui se déroulera cette année principalement par visioconférence en raison de la pandémie.

"Ce sera l'occasion pour nos dirigeants d'avoir des discussions politiques sur la nécessité d'adapter le système international actuel incarné par les Nations unies et le Conseil de sécurité afin de faire face



efficacement aux menaces traditionnelles pour la sécurité, tels les conflits, mais aussi les nouvelles menaces tels que le crime organisé et les pandémies", a précisé le diplomate. Ce sommet sera présidé par le président du Niger, Maha-

madou Issoufou, et le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres et le président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki Mahamat devraient intervenir, a ajouté Abdou Abarry, en évoquant la participation attendue

de plusieurs dirigeants. Interrogé pour savoir si le président américain Donald Trump, à la politique peu favorable aux organisations internationales et au multilatéralisme, pourrait y représenter les Etats-Unis, l'ambassadeur a répondu: "On attend la participation de tous les chefs d'Etat et ils vont tous recevoir une invitation du président du Niger".

Il a indiqué attendre la confirmation de plusieurs chefs d'Etat, dont le président français Emmanuel Macron. L'Allemagne, membre non permanent actuellement du Conseil de sécurité, a fait part de sa présence "au plus haut niveau", a-t-il dit, rappelant que chaque pays est libre de désigner qui le représentera à ce sommet.

ETATS UNIS

Trump dément avoir souffert de "mini-AVC" en novembre dernier

Le président américain Donald Trump a balayé mardi les rumeurs selon lesquelles il aurait souffert en novembre dernier d'une série de "mini-AVC" qui l'auraient contraint à une hospitalisation.

La visite surprise du chef d'Etat septuagénaire à l'hôpital militaire de Walter Reed avait à l'époque provoqué des spéculations sur son état de santé, démenties par le médecin de la Maison Blanche. Dans un livre publié mardi, un journaliste du New York Times assure que lors de cette visite médicale, le vice-président Mike Pence, premier dans l'ordre de succession du président, "se tenait prêt" au cas où Donald Trump avait "besoin d'être anesthésié pour une intervention".

Ces révélations ont provoqué une série de rumeurs sur les réseaux sociaux concernant de supposés AVC dont le président aurait souffert, mais qui ne sont pas corroborées dans le livre du journaliste. Ils essaient maintenant de dire que votre président favori a été à l'hôpital Walter Reed pour avoir souffert d'une série de mini-AVC", a dénoncé Donald Trump sur Twitter, assurant être victime de fausses nouvelles.

"Peut-être font-ils référence à un autre candidat, d'un autre parti!", a aussi lancé le président, en allusion à son rival démocrate Joe Biden, lui aussi septuagénaire. "Le livre ne dit rien sur des mini-AVC", a rétorqué

Michael Schmidt, l'auteur de "Donald Trump v. The United States: Inside the Struggle to Stop a President". A l'époque, le médecin de la Maison Blanche avait publié un communiqué affirmant qu'en "dépit de certaines spéculations", M. Trump n'avait pas ressenti de douleur à la poitrine, qui peuvent être le signe de problèmes cardiaques, et n'avait été ni diagnostiqué ni traité pour des problèmes "urgents ou aigus".

AFGHANISTAN

Le gouvernement afghan reprend la libération de prisonniers talibans

Le gouvernement afghan a libéré une partie des derniers talibans prévus dans un échange de prisonniers, ont rapporté des médias.

Le porte-parole des insurgés, Suhail Shaheen, cité par l'agence AFP, a affirmé que "les prisonniers talibans ont été libérés", considérant "cela comme une avancée positive ouvrant la voie au début des pourparlers interafghans".

D'après un autre responsable taliban, cité par la même agence, 200 de leurs prisonniers ont été libérés ces deux der-

niers jours. Un accord américano-taliban a été signé en février au Qatar, qui entérine le retrait des troupes américaines d'Afghanistan d'ici mi-2021, en contrepartie notamment de la tenue d'un dialogue interafghan. Mais ces pourparlers ne cessent d'être reportés du fait de désaccords autour d'une autre clause de l'accord de Doha, non ratifié par Kaboul, relatif à un échange de quelque 5.000 talibans contre un millier de membres des forces afghanes. Trois cent vingt, parmi les plus dangereux, restaient

avant ces dernières libérations emprisonnés par les autorités afghanes, qui réclament de leur côté l'élargissement préalable d'e certains de leurs soldats.

D'après le second responsable taliban, quatre membres des unités commandos afghanes exigés par Kaboul ont été libérés mardi et deux autres le seront mercredi. Un responsable du gouvernement afghan a confirmé la libération de "dizaines" de talibans. "Les derniers prisonniers seront libérés dans quelques jours", a-t-il ajouté.

BRÉSIL

La lutte anticorruption va changer de chef

Le procureur qui coordonne depuis six ans la plus grande enquête anticorruption du Brésil, "Lavage-express", a annoncé mardi qu'il allait quitter son poste pour raisons familiales, alors que la poursuite des investigations semble menacée. "C'est vrai, je vais quitter la coordination de 'Lavage-express'. C'est une décision difficile mais je dois m'occuper de ma famille", a annoncé le procureur Deltan Dallagnol, 40 ans, sur Twitter. Dans une vidéo publiée sur le même réseau social, M. Dallagnol a expliqué que sa fille d'un an et 10 mois montrait "des problèmes de développement" et qu'il aurait besoin de lui "consacrer plus de temps" afin de s'occuper d'elle.

Il sera remplacé par Alessandro Oliveira, son collaborateur de longue date au sein de "Lavage-express". Cette annonce a lieu à un moment où des doutes commencent à planer sur l'avenir de l'enquête tentaculaire qui a abouti à la condamnation de dizaines de chefs d'entreprise et de personnalités politiques de tous bords. Le procureur-général Augusto Aras doit décider avant le 10 septembre s'il prolonge pour une nouvelle année les activités du groupe de procu-

reurs basés à Curitiba (sud), membres d'une unité spécialement créée en 2014 pour combattre la corruption.

"Lavage-express va continuer à faire son travail mais les décisions prises à Brasilia vont affecter ce travail", a prévenu Deltan Dallagnol. Considérés comme des héros par une partie de la société brésilienne, les procureurs de "Lavage-express" ont également de nombreux détracteurs, en raison de soupçons de partialité, notamment dans le cas de la condamnation et de l'emprisonnement de l'ex-président de gauche Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010).

Les critiques estiment également que cette croisade anticorruption a été menée au mépris de certains droits fondamentaux, comme la présomption d'innocence.

Autre figure de "Lavage-express", le juge Sergio Moro a quitté l'unité de procureurs fin 2018 pour devenir ministre de la Justice du président Jair Bolsonaro. Mais il a claqué la porte avec fracas en avril, accusant le dirigeant d'extrême droite de tenter de s'immiscer dans des enquêtes concernant ses proches.

APS

ETATS UNIS

Trump assimile les manifestations violentes à du "terrorisme intérieur"

Le président américain, Donald Trump, a assimilé mardi les manifestations violentes qui ont secoué Kenosha à du "terrorisme intérieur", lors d'un déplacement dans cette ville du Wisconsin touchée par une vague de colère après une apparente bavure policière.

Décrivant des actes de vandalisme sur des commerces ou le jet de briques sur des policiers, le président américain a déclaré que "ce ne sont pas des actes de manifestations pacifiques mais vraiment du terrorisme intérieur".

Cette ville de 100.000 habitants près des Grands Lacs s'est embrasée après les blessures infligées par un policier blanc, le 23 août, à un jeune père de famille noir. Dans ce contexte hyper-tendu, un jeune partisan de Donald Trump de 17 ans, qui s'était joint à des milices armées érigées en protectrices de la ville, a abattu deux manifestants avec un fusil automatique. Sans un mot pour cet incident, le président républicain a critiqué "la rhétorique antipolicière injuste" en cours selon lui depuis la mort de George Floyd, un Afro-Américain étouffé par un policier blanc le 25 mai, qui a déclenché une mobilisation historique contre les violences policières et les inégalités raciales. Interrogé par un journaliste sur ces revendications, il a rétorqué: "vous continuez à revenir au sujet

contraire". "Les manifestations pacifiques sont formidables, mais pour la plus grande partie, elles ne sont pas pacifiques", a-t-il encore dit. Donald Trump, qui se pose en garant de "la loi et de l'ordre" dans l'espoir de décrocher un second mandat le 3 novembre, s'est rendu mardi à Kenosha malgré l'opposition des autorités locales. Pour le gouverneur démocrate de l'Etat, sa présence risquait de "retarder la guérison" de la ville.

"Je suis vraiment venu pour remercier les forces de l'ordre", a martelé le président lors d'une table ronde avec des commerçants dont les commerces ont été attaqués et des responsables locaux. A l'extérieur, des centaines d'opposants et de partisans du milliardaire républicain avaient déployé des messages aux antipodes, scandant "Black Lives matter (les vies noires comptent)" pour les uns, "quatre ans de plus" pour les autres.

FRANCE-IRAK-DIPLOMATIE

Macron se rend en Irak pour lancer une initiative sur "la souveraineté"

Le président français Emmanuel Macron a confirmé mardi à Beyrouth qu'il se rendait en Irak mercredi matin pour lancer, avec l'ONU, une initiative en soutien à "la souveraineté" du pays. "Je vous confirme que je serai demain matin en Irak pour lancer en lien avec les Nations unies une initiative pour accompagner une démarche de souveraineté", a déclaré le président français devant la presse au second jour de son déplacement au Liban. Cette visite, sa première en Irak depuis son élection en 2017, avait été annoncée lundi par des responsables irakiens, mais sans être confirmée par Paris. A Bagdad, où il restera quelques heures, Emmanuel Macron rencontrera le Premier ministre Moustafa al-Kazimi, nommé en mai, son homologue, Barham Saleh, et d'autres responsables politiques, a indiqué une source gouvernementale irakienne, citée par l'AFP. Les entretiens seront axés sur la "souveraineté", ont précisé les sources irakiennes, affirmant que Bagdad cherchait à emprunter son propre chemin à l'écart des vives tensions entre ses deux alliés, Washington et Téhéran. L'Irak est en effet pris en étau depuis des années entre les deux capitales, une position de plus en plus difficile depuis le début en 2018 d'une campagne de "pression maximale" des Etats-Unis contre l'Iran. Le message du chef de l'Etat français devrait faire écho à celui de son chef de la diplomatie, Jean-Yves Le Drian, qui a souligné, lors d'une visite en Irak en juillet, la nécessité pour Bagdad de "se dissocier des tensions de son voisinage".

AMAZIGHITÉ - PRIX

Le prix du président de la République pour la littérature et la langue amazighe institué

Le décret présidentiel portant création du prix du président de la République pour la littérature et la langue amazighe est paru au dernier numéro du Journal officiel.



Le décret n 20-228, paru dans le numéro 50 du JO, a pour objet de récompenser les meilleures recherches et œuvres réalisées par des participants, encourageant ainsi la recherche et la production de la littérature en langue amazighe et leur promotion, et les œuvres écrites ou traduites en tamazight.

Attribué aux catégories "Linguistique", "Littérature exprimée ou traduite en Tamazight", "Recherches dans le patrimoine culturel immatériel amazigh" et "Recherches scientifiques technologiques et le numérique en Tamazight", le Prix consiste à sanctionner les œuvres primées par une attestation d'appréciation et une récompense financière.

Le décret stipule, dans son quatrième article, que le Prix du président de la République pour la littérature et la langue amazighe est doté de la somme de un million de dinars (1.000.000 DA) pour le premier lauréat, cinq cent mille dinars (500.000 DA) pour le deuxième, et deux cent cinquante mille dinars (250.000 DA) pour le troisième.

La candidature pouvant être

individuelle ou collective, les postulants au Prix doivent, entre autre, être de nationalité algérienne, âgés de vingt (20) ans au moins, et participer avec une seule œuvre, à l'une des quatre catégories inscrites aux concours.

Autres critères de sélection permettant de concourir à ce prix, la nécessité de fournir des travaux documentés et authentiques non publiés auparavant, joindre une copie du texte dans sa langue d'origine s'il s'agit d'une traduction, et s'assurer que les travaux proposés n'ont pas déjà été sanctionnés par un Prix ou un diplôme scientifique.

Le Prix est décerné lors de la célébration du jour de l'an Amazigh "Amenzu n Yennayer", par un jury indépendant composé de représentants du Haut commissariat à l'amazighité (président) et des ministres chargés des finances, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ainsi que ceux de la culture et de l'éducation nationale.

Un représentant du Centre de recherche en langue et culture amazighes et trois professeurs spé-

cialisés, désignés par le Haut commissaire à l'amazighité, en coordination avec les recteurs d'universités dotées des instituts de langue et de culture amazighes, font également partie du jury qui peut faire appel, précise le décret, à toute personne compétente susceptible de l'aider dans le tri des travaux dont il est saisi.

Les membres du jury sont nommés par décision du Haut commissaire à l'amazighité, pour une durée de deux ans, renouvelable une seule fois, et le secrétariat du jury est assuré par les services concernés du Haut commissariat à l'amazighité, comme précisé dans les articles 6 et 10 du décret.

Les œuvres sont déposées auprès du secrétariat du jury qui déterminera, lors de l'annonce de l'organisation du concours, le délai, le nombre et la nature des copies.

Les œuvres primées, selon l'article 19 du décret, sont conservées auprès du service concerné du Haut commissariat à l'amazighité qui peut les publier à ses frais, dans le respect des règles en vigueur, et après accord des lauréats.

ETATS-UNIS

Décès du créateur du tube "I Like to Move It"



Le DJ Erick Morillo, créateur du tube "I Like to Move It", a été retrouvé mort chez lui mardi à Miami Beach en Floride, quelques jours avant une audience dans une affaire d'agression sexuelle.

Les policiers qui se sont rendus sur place n'ont pas relevé d'indices pouvant laisser penser à une mort violente, a indiqué un porte-parole de la police de Miami Beach au sujet de cet homme de 49 ans, selon l'agence AFP.

Il a néanmoins précisé qu'il appartiendrait à l'institut médico-légal de procéder à une autopsie et d'en tirer toutes les conclusions.

Né à New York et élevé une partie de son enfance en Colombie, Erick Morillo s'était fait connaître sous le pseudonyme Reel 2 Real, qu'il a utilisé pour créer le morceau "I Like to Move It" en 1993.

Bien qu'à l'origine de la chanson, il ne fait que de très brèves apparitions dans la vidéo, laissant le champ libre au chanteur trinidadien Mark Quashie, dit The Mad Stuntman.

En parfaite adéquation avec la vague Eurodance, marquée par des tubes comme "No Limit" (2 Unlimited) ou "Everybody Everybody" (Black Box), le titre a connu une belle carrière en Europe. Il a notamment été numéro un en France et aux Pays-Bas. Le tube a, plus tard, été réintroduit auprès d'une nouvelle génération dans la bande originale du film animé "Madagascar", du studio DreamWorks.

Après la dissolution de Reel 2 Real, Erick Morillo a poursuivi une carrière de DJ reconnu, dans le milieu de la house music notamment.

Erick Morillo était attendu au tribunal vendredi dans le cadre d'une affaire d'agression sexuelle.

La victime présumée affirme avoir été violée dans son sommeil chez le DJ, après une soirée, en décembre.

L'ADN de ce dernier a été relevé sur des prélèvements effectués sur cette femme.

CHILI

Un poète indien mapuche récompensé par le Prix national de littérature

Un poète mapuche, Elicura Chihuailaf, a été récompensé mardi au Chili par le Prix national de littérature, décerné pour la première fois à un auteur issu de ce peuple amérindien, le plus important du pays.

Elicura Chihuailaf, âgé de 68 ans, a reçu ce prix pour avoir amené "la tradition orale et l'univers poétique de son peuple au-delà des frontières de sa culture", a salué le ministre de la Culture, Consuelo Valdés.

"Avec virtuosité et en utilisant une expression très personnelle", le poète "a contribué de forme décisive à diffuser son univers poétique dans le monde entier, en amplifiant la voix de ses ancêtres depuis l'époque contemporaine", a-t-elle ajouté.

Elicura Chihuailaf avait déjà été nommé à deux reprises pour ce prix, qui a déjà récompensé le poète Pablo Neruda (1945), la poétesse et prix Nobel de littérature Gabriela Mistral (1951) ou encore l'écrivain Francisco Coloane (1964).

Ses textes, écrits en espagnol et en mapudungun (la langue mapuche), ont été traduits dans une dizaine de langues. Outre la poésie, Elicura Chihuailaf est aussi essayiste et un traducteur reconnu d'œuvres de la littérature chilienne en mapudungun. Cette reconnaissance intervient alors que des militants mapuches ont multiplié depuis plusieurs mois des attaques et incendies volontaires dans le sud du pays pour réclamer la restitution de terres.

Après l'arrivée des Espagnols au Chili en 1541 et à la suite de conflits avec les gouvernements successifs, le territoire des Mapuches s'est considérablement réduit. Aujourd'hui, ils ne possèdent plus que 5% de leurs anciennes terres.

Les Mapuches représentent 700.000 personnes, sur les 18 millions d'habitants du Chili.

APS

ETATS-UNIS

"Melania et moi", un livre qui nourrit les spéculations sur la Première dame des Etats-Unis

Melania Trump et sa belle-fille Ivanka plus que jamais rivales, loin des images de la convention républicaine, montrant une famille unie derrière le président, Un livre sorti mardi, signé d'une ex-conseillère et amie de la Première dame américaine, nourrit les spéculations sur les rivalités familiales à la Maison Blanche.

Stephanie Winston Wolkoff fut proche de l'énigmatique Melania Trump jusqu'en 2018, lorsqu'elle tomba en disgrâce après la sortie d'informations sur les frais colossaux engagés pour la cérémonie d'investiture de Donald Trump en janvier 2017, qu'elle a co-organisée.

Son livre "Melania and Me: The Rise and Fall of My Friendship With the First Lady" ("Melania et moi: grandeur et déca-

dence de mon amitié avec la Première dame"), est plein d'anecdotes et de citations censées lever une partie du voile sur cette ex-mannequin d'origine slovène qui a attendu six mois pour rejoindre son mari à la Maison Blanche.

Melania Trump, aux apparitions publiques rares, est souvent présentée comme énigmatique: ses moues sont disséminées sur les réseaux sociaux et, sous le slogan iFreeMelania (Libérez Melania), certains voient en elle la victime d'un mari impossible. Mme Winston Wolkoff la montre plus agressive. Selon elle, Melania Trump, 50 ans, surnommerait notamment sa belle-fille Ivanka "Princesse".

Elle l'aurait qualifiée de "serpent" et écarterait de sa garde-robe tout stylistique que la fille aînée de

Donald Trump aurait déjà porté, selon cette ex-collaboratrice de Vogue.

A l'en croire, Melania Trump saurait aussi peser sur certaines décisions du locataire de la Maison Blanche.

Sa porte-parole Stephanie Grisham a rejeté dès la semaine dernière le livre comme de l'autopromotion "mensongère", décrivant la "revanche" d'une femme qui aurait désormais rejoint le camp des ennemis du président.

Dans un interview lundi sur CBS, Mme Winston Wolkoff a reproché à la Première dame de ne pas l'avoir défendue face aux accusations de dépenses abusives pour l'investiture, et a indiqué collaborer avec des enquêteurs fédéraux sur d'éventuelles fraudes commises à cette occasion. Alors que la cam-

pagne présidentielle s'intensifie, l'ouvrage est promis au succès, comme d'autres "livres-révélation" sur la famille Trump. Le dernier en date était celui de Mary Trump, la nièce très critique du président.

"Melania et moi" était mardi 4e au classement des meilleures ventes d'Amazon, ju ste derrière un livre attendu le 8 septembre, signé Michael Cohen, ex-avocat personnel de Donald Trump.

"Les Américains sont très curieux de leur Première dame, et Melania étant particulièrement prudente, ils veulent en savoir plus", estime Katherine Jellison, professeure à Ohio University.

"Et les tensions belle-mère/belle-fille sont très ancrées dans l'opinion (...) cela remonte à Cendrillon".

TÉLÉCOMMUNICATIONS Hocine Helouane nouveau PDG d'Algérie Télécom

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, mardi dans un communiqué, la nomination de Hocine Helouane au poste de Président directeur général (PDG) d'Algérie Télécom ainsi et la fin de fonctions du Directeur général d'Algérie-poste, Abdelkrim Dahmani.



"Suite à la réunion de l'AG du Groupe Algérie Télécom, tenue mardi, il a été procédé au renouvellement des membres du Conseil d'administration du groupe qui s'est réuni, par la suite, en session extraordinaire lors de laquelle, M. Karim Bibi Triki a été nommé au poste de PDG du groupe", précise le communiqué.

Aussi, MM. Hocine Helouane et Adel Dekkali ont été nommés, respecti-

vement en qualité de PDG d'Algérie télécom et de Mobilis.

Ces nominations tendent à "insuffler une nouvelle dynamique aux établissements publics relevant du secteur à l'effet d'améliorer les services prodigués aux citoyens en matière de télécommunications et relever les nouveaux défis qui se posent au secteur", ajoute la même source. Par ailleurs, "il a été mis fin aux

fonctions de Abdelkrim Dahmani en sa qualité de DG d'Algérie Poste, appelé à d'autres fonctions.

Un cadre de cet Etablissement a été chargé d'assurer les fonctions de directeur général par intérim.

Il est mis fin également aux fonctions de Omar Benalia, en sa qualité de Directeur du Centre national des chèques postaux (CNCP) relevant d'Algérie Poste.

NORVÈGE - INTERNET - PIRATAGE Le Parlement norvégien cible d'une attaque informatique

Le Parlement norvégien a annoncé mardi avoir été la cible d'une "vaste" attaque informatique, qui a permis à ses auteurs de s'introduire dans le courrier informatique de certains députés.

"Le Parlement a ces derniers temps fait l'objet d'une vaste attaque informatique", a indiqué l'institution dans un communiqué. "Des effractions dans les comptes mail d'un petit nombre de députés et d'employés ont été enregistrées. Nos ana-

lyses montrent que des quantités variables de données ont été téléchargées", a-t-elle ajouté.

Le site du Storting, Parlement monocaméral du pays nordique, fonctionnait normalement mardi.

Dans leur rapport annuel d'évaluation des menaces publié début février, les services norvégiens de renseignement intérieur (PST) mettaient en garde contre "les opérations de réseau informatique" qui constituent,

selon eux, "une menace persistante et à long terme pour la Norvège".

"En faisant abstraction des frontières et sans préavis particulier, un acteur menaçant peut causer de graves dommages aux entreprises et aux infrastructures norvégiennes", ajoutaient-ils, en précisant que des informations sensibles pouvaient être "dérobées ou manipulées" et des infrastructures essentielles "perturbées ou détruites".

MÉDIAS - INTERNET Australie : Facebook menace d'empêcher le partage d'articles

Facebook a menacé mardi d'empêcher les utilisateurs et les médias australiens de partager des articles en cas d'adoption du projet de loi visant à contraindre les géants du numérique à rémunérer les contenus fournis par les organes de presse. Les Australiens n'auraient ainsi plus le droit de relayer sur Facebook ou Instagram des informations nationales ou internationales, a indiqué la firme américaine, affirmant que cette décision est "la seule manière de se protéger contre une conséquence qui défie toute logique".

Canberra a dévoilé fin juillet un projet de "code de conduite contraignant" qui obligerait les géants qui dominent l'internet, au premier rang desquels Google et Facebook, à rémunérer les médias australiens, en grandes difficultés finan-

cières, pour leurs contenus. Ce code prévoit également la transparence des algorithmes utilisés pour élaborer l'ordre d'apparition des contenus ainsi que des pénalités atteignant plusieurs millions d'euros en cas d'infraction.

Cette proposition de loi "méconnaît la dynamique de l'internet et causera des dommages aux organes de presse que le gouvernement tente de protéger", a affirmé Will Easton, directeur général de Facebook dans la région. "Le plus déroutant, c'est que cela obligerait Facebook à rémunérer les groupes de presse pour le contenu qu'ils placent volontairement sur nos plateformes et à un prix ignorant la valeur financière que nous leur apportons", a-t-il déploré dans un communiqué.

APS

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Blida

Direction des Travaux Publics
De la wilaya de Blida

- Direction des Travaux Public - 06 Rue Ahmed Zabana Blida-
- Numéro d'identification Fiscal : 408015000017094
- Numéro de l'Opération : 951/9511 article 230 programme 24/2020
- Intitulé de l'Opération : Fourniture et mise en œuvre signalisation horizontale sur chemin wilaya

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

N° : 13 /2020

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Blida lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour : Fourniture et mise en œuvre signalisation horizontale sur différents chemin wilaya

CRITERES D'ELIGIBILITE

Ne sont éligibles au présent appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales que les entreprises satisfaisant obligatoirement au critère suivant :

- Etre qualifié en Travaux Publics (Activité Principale) et classé à la catégorie quatre (04) ou plus. (Code signalisation routière 347-4255)
- Avoir réalisé (attestation de bonne exécution délivrée par un maître d'ouvrage public) : trois (03) projets des travaux de même nature sur chemin wilaya durant les cinq (05) dernières années
- Le chiffre d'affaire doit être la moyenne des trois dernières années $\geq 7.000.000,00$ DA

Les entreprises intéressées pourront retirer le cahier des charges auprès de la DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE BLIDA, 06 rue Ahmed ZABANA - BLIDA -

Les offres techniques et financières, seront constituées des pièces suivantes:

- Le dossier de candidature :

Déclaration de candidature dûment remplie, signée et datée	
Déclaration de probité dûment remplie, signée et datée	
Statut de l'entreprise (pour les soumissionnaires concernés), copie	
Certificat de qualification et classification professionnelles, activité principale en Travaux Publics exigée, catégorie quatre (04) et plus; en cours de validité	
Le Bilan de l'entreprise pour les trois (03) dernières années certifiés par un commissaire aux comptes (ou visés par les services des impôts), copie	
Avoir réalisé (attestation de bonne exécution délivrée par un maître d'ouvrage public) : trois (03) projets des travaux de même nature sur les chemins de wilaya durant les cinq (05) dernières années (copies)	
Dossier fiscal et parafiscal (mise à jour de l'extrait de rôle) apuré ou avec échéanciers, copies certificats CNAS, CASNOS en cours de validité CACOBATH (original) et NIF	
Liste des moyens matériels de chantier justifiés par des factures d'acquisition et moyens roulants par des cartes grises accompagnées par des polices d'assurance en cours de validité	
Liste des moyens humains dûment visée par les services de caisse de sécurité sociale en cours de validité, copie, avec copie des diplômes	
Casier judiciaire (l'original) du signataire de la soumission en cours de validité pour les soumissionnaires nationaux	
Registre de commerce (nouvelle immatriculation) doit être visé par le CNHC, copie	
Récépissé de dépôts des comptes sociaux auprès du CNRC à l'année 2019 pour les soumissionnaires personnes morales en cours de validité, copie	

II - Offre technique :

Déclaration à souscrire dûment remplie, signée et datée	
Instruction aux soumissionnaires dûment signée, paraphée et datée	
Cahier des prescriptions spéciales (C.P.S), paraphé et signé	
Délai et planning prévisionnel des travaux	
Liste des moyens matériels de chantier justifiés par des factures d'acquisition et moyens roulants par des cartes grises accompagnées par des polices d'assurance en cours de validité	
Liste des moyens humains dûment visée par les services de caisse de sécurité sociale en cours de validité, copie, avec copie des diplômes	
Mémoire technique	

III - Offre financière :

N° des Pièces	Désignation des pièces	Nbre
20	Lettre de soumission dûment remplie, signée et datée.	01
21	Bordereau des prix unitaires (BPU)	01
22	Le détail quantitatif et estimatif (DQE) remplis et signés	01
23	Le sous détail des prix unitaires	01

Les offres techniques et financières devront être distinctes et contenues dans des plis séparés avec indication pour chaque pli « Offre technique » et « Offre financière ». Elles sont remises dans un seul pli, sous double enveloppe dont celle de l'extérieure sera anonyme et ne doit contenir que la mention :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE BLIDA

06 RUE AHMED ZABANA BLIDA

Soumission

Fourniture et mise en œuvre signalisation horizontale sur chemin wilaya

- A NE PAS OUVRIR -

Toutes les offres doivent être déposées au niveau de la : DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS (DTP) DE LA WILAYA DE BLIDA - bureau du secrétariat- 06 rue Ahmed ZABANA - BLIDA.

Le délai de préparation des offres est fixé à 21 jours à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans la presse nationale ou le BOMOP.

L'heure limite de dépôt des offres est fixée entre 08h00 et 12h00 du 21^{ème} jour.

L'ouverture des plis se fera, le même jour à 14h00, au Siège de la DTP, en présence des soumissionnaires qui voudraient y assister ou leurs représentants dûment mandatés.

Au cas où, ce jour coïnciderait avec un week end ou une journée de repos légal, les opérations de dépôt des offres et d'ouverture des plis s'effectueraient le premier jour ouvrable qui suit aux mêmes horaires respectifs.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres augmentée de trois mois à compter de la date de dépôt des offres.

BOXE - FRANCE

Décès de Jean-Baptiste Mendy, ex-champion WBA et WBC des légers

Le boxeur français Jean-Baptiste Mendy, ex-champion WBA et WBC des légers, est décédé à l'âge de 57 ans des suites d'un cancer, a annoncé mardi son fils à l'Equipe.

"Cela a été très rapide, a déclaré Ellyson Mendy. Il a appris sa maladie fin juin-début juillet et cela a été l'escalade." La WBA a rendu hommage sur twitter au Français (55 victoires dont 31 avant la limite, 8 défaites, 3 nuls), qualifié de "l'un des plus grands combattants de l'histoire de son pays".

Boxeur réputé pour son élégance, Mendy, né à Dakar et qui a grandi en région parisienne, s'était emparé de la ceinture WBC des légers en 1996 face à l'Américain Lamar Murphy après une première tentative avortée en 1994 contre le Mexicain Miguel Angel Gonzales. Détrôné l'année suivante par l'Américain Stevie Johnson aux points dès sa première défense de titre, il était monté en super-légers, essuyant un nouvel échec face au tenant WBA Khalid Rahilou en 1998. Il parvient tout de même à reconquérir une ceinture mondiale des légers (WBA) en 1998 contre le Kirghiz Orzubek Nazarov, qu'il perdra en 1999 face au Français Julien Lorey avant de raccrocher les gants en 2000.

AVIRON

Le Congrès extraordinaire de la FISA en vidéoconférence en octobre

Le Congrès extraordinaire-2020 de la Fédération internationale des Sociétés d'Aviron (FISA), aura lieu les 17 et 18 octobre, pour la première fois, en vidéoconférence, a annoncé l'instance mondiale.

"Ca sera unique dans les annales de la FISA, le prochain Congrès extraordinaire aura lieu en virtuel en utilisant la vidéoconférence. Il sera précédé, le 16 octobre par le Congrès ordinaire où les 156 fédérations membres auront l'opportunité de se réunir pour voter sur les modifications proposées aux statuts et règlements de la FISA", a précisé la FISA. Le groupe de travail sur la gouvernance et le groupe de travail sur les règles ont mené les préparatifs pour les deux réunions, selon la même source.

AG ÉLECTIVE DU COA

Date limite de dépôt des candidatures fixée au jeudi 3 septembre

La commission des candidatures de l'assemblée générale élective (AGE) du Comité olympique et sportif algérien (COA) a fixé au jeudi 3 septembre (17h00), la date limite de dépôt des candidatures pour l'élection du président qui aura lieu le 12 septembre au siège du COA à Ben Aknoun (Alger), a appris l'APS auprès de l'instance olympique.

"La date limite de dépôt des candidatures a été fixée au jeudi 3 septembre (17h00), alors que les dossiers des candidats au poste de président seront soumis juste après aux membres du bureau exécutif du COA. Après l'étude des dossiers, la liste finale des candidats retenus sera rendue publique.", précise la même source. Le dépôt des dossiers a déjà commencé et il peut s'effectuer au niveau de Secrétaire général de l'instance olympique. Un seul candidat a déposé pour le moment son dossier pour l'élection du président du COA, à savoir l'ex-ministre de la Jeunesse et des Sports et président de la Fédération algérienne d'escrime (FAE), Raouf Salim Bernaoui. Le président élu à la tête du COA, le 12 septembre 2020, aura à gérer le reste du mandat olympique qui s'étalera



jusqu'après les Jeux olympiques JO-2021 de Tokyo. Il est à rappeler qu'après la démission de Mustapha Berraf, entérinée le 12 mai dernier

par le bureau exécutif, la présidence par intérim du COA avait été confiée, en application des statuts de l'instance, à Mohamed Meridja, chargé

de la gestion des affaires courantes du COA et de préparer les prochaines Assemblées générales ordinaire et élective.

TENNIS DE TABLE (ITTF)

L'Assemblée générale fixée au 28 septembre en ligne

L'Assemblée générale annuelle de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) aura lieu le 28 septembre 2020 en vidéoconférence, en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19), a annoncé l'instance mondiale sur son site officiel.

"L'AGA aura lieu, pour la première fois en virtuelle, en raison du Covid-19, et l'ITTF prévoit l'organisation de

six vidéoconférences interactives en préparation de cette assemblée", a indiqué l'ITTF.

Les conférences toucheront sur la fondation de l'ITTF, la haute performance et le développement, la bonne gouvernance et les résolutions à proposer, un forum sur le financement, le tennis de table mondial, les exposés des pays candidats à l'organisation des

Championnats du monde 2023, avant d'arriver, le 28 septembre, à l'assemblée générale annuelle.

Au cours de la conférence du 21 septembre, les villes de Düsseldorf (Allemagne) et Durban (Afrique du Sud) présenteront leurs candidatures pour accueillir les Mondiaux de tennis de table 2023, selon la même source.

CYCLISME

Les Mondiaux 2020 à Imola en format réduit

Les Mondiaux de cyclisme 2020, initialement prévus en Suisse, auront lieu à Imola dans le centre de l'Italie du 24 au 27 septembre, dans un format réduit pour la catégorie élite messieurs et dames, a annoncé mercredi l'Union cycliste internationale (UCI).

L'UCI a dû trouver dans la précipitation un nouvel

hôte pour la compétition, après le désistement en août d'Aigle-Martigny (Suisse) à cause des restrictions sanitaires en Suisse liées à la pandémie de Covid-19.

Ces restrictions ont également contraint l'organisateur à limiter les compétitions aux contre-la-montre et courses sur route

dans la catégorie élite messieurs et dames, pour lesquelles "la majorité des sportifs de haut niveau sont déjà en Europe, ce qui n'est pas le cas des plus jeunes (junior et espoirs)", selon l'UCI. Les courses démarqueront et s'achèveront sur le circuit automobile d'Imola, qui accueillera à nouveau en novembre 2020

un Grand Prix de F1 (Grand Prix d'Emilie-Romagne), après avoir été le théâtre du Grand Prix de Saint Marin jusqu'en 2006. Imola avait déjà accueilli des Mondiaux de cyclisme en 1968 et plusieurs fois l'arrivée d'étapes du Giro. La dernière fois que les Mondiaux ont eu lieu en Italie remonte à 2013, à Florence.

TENNIS/US OPEN

Medvedev qualifié facilement pour le 2^e tour

Le Russe Daniil Medvedev, finaliste l'an passé, est parfaitement entré dans son tournoi à l'US Open, se qualifiant pour le 2e tour aux dépens de l'Argentin Federico Delbonis, 79e mondial, 6-1, 6-2, 6-4, mardi en session nocturne à New York. Medvedev, 5e mondial, a été très solide dans tous

les compartiments du jeu, ne commettant que peu de fautes directes, et s'appuyant sur une première balle efficace.

Il a converti 5 de ses 9 balles de break sans en concéder une seule contre lui. "Je suis satisfait de cette victoire en trois sets. Pour commencer c'est important de ne pas trop

passer de temps. J'ai été constant dans mon jeu et j'ai su garder Delbonis à distance quand il jouait mieux au 3e set", a commenté le joueur de 24 ans. Medvedev ne devrait pas rencontrer plus de difficulté au prochain tour, contre l'Australien Christopher O'Connell, 116e mondial.



TENNIS - US OPEN

Serena Williams se rassure et avance au 2^e tour

L'Américaine Serena Williams s'est qualifiée aisément pour le 2e tour de l'US Open en battant sa compatriote Kristie Ahn 7-5, 6-3, mardi à New York. Laborieuse sur les courts depuis son retour ces deux dernières semaines, après six

mois sans tennis, Serena s'est rassurée pour son entrée en lice face à la modeste 96e mondiale.

Craignant de son propre aveu devoir réapprendre à gagner les points importants, elle a montré qu'elle était sur la

bonne voie puisqu'elle a converti 4 de ses 6 balles de break et bouclé son succès sur sa deuxième balle de match en 1 h 21 min. Cette victoire, en plus d'être encourageante, constitue aussi un record, puisque c'est sa 102e à l'US Open. Elle

surpasse ainsi le record de l'Américaine Chris Evert. Elle rencontrera la Russe Margarita Gasparyan, 117e mondiale, au prochain tour, où elle essayera encore d'enranger un peu plus de confiance.

CLASSEMENT DES PAYS POUR LES COMPÉTITIONS AFRICAINES INTERCLUBS

L'Algérie à la 5^e place

L'Algérie pointe à la 5^e place au classement des associations membres de la Confédération africaine de football (CAF) pour les compétitions interclubs : Ligue des champions et Coupe de la Confédération, établi sur la performance des clubs dans chaque épreuve, rapporte l'instance continentale mardi sur son site officiel.



Avec 81 points, l'Algérie est devancée par le Maroc (180 pts), l'Égypte (147 pts), la Tunisie (140 pts), et la RD Congo (83 pts).

"Le classement des associations membres de la CAF est

basé sur la performance de leurs représentants en Ligue des Champions et en Coupe de la Confédération sur une période de cinq ans.

Les 12 meilleures associations membres sont éligibles

pour engager deux équipes chacune dans les deux compétitions interclubs pour la saison concernée", précise l'instance continentale.

Avant d'expliquer : "Le total de chaque association membre est obtenu en multipliant les points gagnés grâce aux performances de ses représentants en Ligue des Champions ou en Coupe de la Confédération par le coefficient de la saison concernée.

L'Algérie sera représentée par le CR Belouizdad (champion) et le MC Alger (2^e) en Ligue des champions, alors que l'ES Sétif sera en lice en Coupe de la Confédération, en attendant la désignation du second représentant dans cette épreuve.

Suite à l'annulation de la

Coupe d'Algérie 2019-2020, dont le vainqueur devait prendre part à la Coupe de la Confédération, la Fédération algérienne (FAF) devrait désigner celui qui accompagnera l'Entente dans cette compétition.

Voici par ailleurs le classement des associations membres pour les compétitions interclubs :

- 1- Maroc 180 points
- 2- Égypte 147 points
- 3- Tunisie 140 points
- 4- RD Congo 83 points
- 5- Algérie 81 points
- 6- Afrique du Sud 68,5 points
- 7- Zambie 43 points
- 8- Nigéria 39 points
- 9- Guinée 38 points
- 10- Angola 36 points
- 11- Soudan 29,5 points
- 12- Libye 16,5 points.

LIGUE 1

La Commission médicale de la FAF invite les clubs à préparer leurs dossiers médicaux

La Commission médicale de la fédération algérienne de football (FAF) a invité l'ensemble des clubs de la Ligue 1 de procéder à la préparation de leurs dossiers médicaux, en attendant l'autorisation des autorités sanitaires et le ministère de la Jeunesse et des Sports à reprendre la compétition, indique mercredi un communiqué de l'instance fédérale.

Faisant suite à la réunion du 26 août 2020 regroupant la Fédération algérienne de football (FAF), la Ligue de football professionnel (LFP) et les clubs professionnels de la Ligue 1 où il a été décidé d'un championnat classique à 38 journées pour la saison 2020/2021, la Commission médicale

fédérale invite l'ensemble des clubs concernés de procéder à la préparation de leurs dossiers médicaux pour une bonne reprise, en attendant l'autorisation des autorités sanitaires et le ministère de la Jeunesse et des Sports et l'ouverture des infrastructures sportives.", précise la même source.

A ce titre, les clubs concernés sont priés de présenter à la Commission médicale fédérale une attestation de consentement du club aux examens médicaux d'avant compétition, un dossier médical conforme au modèle défini par la Commission médicale fédérale et un certificat médical de non contre-indication à la

pratique du football. Les clubs doivent également présenter une attestation de consentement du joueur relative au contrôle antidopage ainsi qu'une déclaration sur l'honneur d'absence de symptômes d'infection par la COVID-19.

Les pouvoirs publics n'ont pas encore autorisé les clubs de l'élite à reprendre l'entraînement. Le gouvernement a chargé le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS) Sid Ali Khaldi d'examiner, avec les différentes fédérations sportives, la possibilité de reprise progressive des activités et manifestations sportives à huit clos, selon des protocoles sanitaires adaptés à chaque discipline.

Plusieurs points à l'ordre du jour de la réunion du bureau fédéral mardi prochain

Le bureau fédéral de la fédération algérienne de football (FAF) se réunira mardi prochain en session ordinaire au niveau de son siège à Dely-Brahim (Alger), a indiqué mercredi l'instance sur son site officiel.

L'ordre du jour de cette session portera sur les différents rapports d'activités des cinq ligues : Ligue de football professionnel (LFP), Ligue nationale de football amateur (LNFA), Ligue inter régions de football (LIRF), Ligue de foot-

ball féminin (LNFF) et Ligue de football Futsal.

Outre les rapports des Ligues, les membres du BF étudieront également ceux de la Direction technique nationale (DTN) et de toutes les commissions, à savoir, la com-

mission des Finances, de la Coupe d'Algérie, médicale fédérale, celle de résolution des litiges (CNRL), des arbitres (CEA), du football féminin, de coordination avec les Ligues, du statut du joueur et la commission de Futsal et Beach-soccer.

Les membres procéderont au préalable à l'adoption du procès-verbal de la dernière réunion du BF tenue le 10 août.

LIGUE DES NATIONS

Asensio quitte la sélection espagnole à cause d'un oedème à un genou

L'ailier du Real Madrid Marco Asensio (24 ans), qui a manqué la majeure partie de la saison 2019-2020 à cause d'une grave blessure au genou gauche, a quitté la sélection espagnole à cause d'un oedème à un genou, a annoncé la Roja mardi soir via communiqué.

"Le milieu de terrain international a passé des examens médicaux qui l'ont empêché de s'entraîner avec ses coéquipiers.

L'IRM (imagerie par résonance magnétique) a révélé un oedème à un genou qui nécessite quelques jours de repos.

A cause de cette douleur, le joueur abandonnera la sélection dans les prochaines heures", a annoncé la Roja dans un communiqué.

Marco Asensio (24 sélections avec la Roja) a été absent presque onze mois entre juillet 2019 et juin 2020, après qu'il s'est rompu le ligament croisé antérieur et le ménisque externe de son

genou gauche pendant un match amical contre Arsenal à Miami. Opéré en août et passé par huit mois de rééducation, Asensio a profité de l'arrêt forcé de trois mois lié à la pandémie de coronavirus pour revenir à temps et disputer les dix dernières journées de championnat avec le Real Madrid. D'après la presse espagnole, cet oedème a été repéré mardi sur le genou opéré, le genou gauche.

Asensio va donc retourner entre les mains des médecins du Real Madrid, qui doivent ausculter le joueur ce mercredi selon les médias sportifs locaux.

L'Espagne doit affronter à huis clos l'Allemagne à Stuttgart jeudi soir (20h45 locales, 19h45 heures algériennes) et recevoir l'Ukraine dimanche (20h45 locales, 19h45 heures algériennes) au petit stade Alfredo di Stéfano de Valdebebas, au nord de Madrid, pour les deux premières journées de Ligue des Nations.

Deux ans de plus pour l'Algérien Ayoub Azzi à Umm Salal

Le défenseur international algérien Ayoub Azzi a signé un nouveau contrat de deux ans au profit du club d'Umm Salal, du championnat de football du Qatar, a annoncé un tweet du club de Super division.

L'ancien défenseur central du MC Alger (ligue 1 algérienne), est désormais lié à Umm Salal jusqu'en 2022, après son recrutement en janvier de l'année 2020, en provenance du MCA.

A Umm Salal, Ayoub Azzi (30 ans) s'est rapidement imposé comme l'un des meilleurs éléments de son effectif.

Il a contribué au maintien de son équipe en première division.

En club, Ayoub Azzi possède une coupe d'Algérie avec le MC

CHAMPIONNAT D'ITALIE

La Juventus débutera contre la Sampdoria

La Juventus entamera la défense de son titre de championne d'Italie de football à domicile face à la Sampdoria de Claudio Ranieri le week-end des 19-20 septembre, selon le calendrier dévoilé mercredi.

La Juve sera le seul des quatre clubs italiens engagés en Ligue des champions à débiter lors de cette première journée.

L'Inter Milan, vice-champion d'Italie, attendu sur le terrain du promu Benevento de Pippo Inzaghi, et l'Atalanta Bergame (3^e), en déplacement chez la Lazio Rome (4^e) pour cette 1^{re} journée, ont en effet obtenu de pouvoir débiter une semaine plus tard en raison de leurs campagnes européennes du mois d'août.

La 1^{re} journée verra aussi la Roma se déplacer sur le terrain du Hellas Verone, l'AC Milan de Bennacer accueillir Bologne et Naples de Ghoulam et Ounas débiter à Parme.

La Juventus, pour les grands débuts d'Andrea Pirlo comme entraîneur, se voit offrir une mise en route assez corsée puisque les Bianconeri se déplaceront sur le terrain de la Roma dès la 2^e journée avant de recevoir Naples dans la foulée.

L'Inter, principal rival de la Juve sur le papier, n'est pas en reste puisque qu'il débitera en accueillant la Fiorentina de Franck Ribéry (2^e journée) avant de se déplacer chez la Lazio (3^e j.) puis de "recevoir" Milan pour le premier des deux grands chocs de San Siro (4^e j., retour 21 février 2021).

Les face-à-face entre l'Inter et la Juve sont renvoyés à 2021: le 17 janvier à San Siro et 16 mai à Turin, pour l'avant-dernière journée d'un championnat dont la conclusion est prévue le 23 mai 2021, selon le calendrier présenté en ligne par la Ligue italienne de football.

Outre Benevento, les autres promus de la Serie A sont Crotona, qui débitera chez le Genoa pour la 1^{re} journée, et La Spezia, qui doit se déplacer à Udinese. Mais le club ligurien, dont il s'agit de la toute première saison en Serie A, a également demandé un report selon la presse italienne, car les barrages d'accession ont prolongé sa saison jusqu'au 20 août. Pour le moment, tous les matches sont prévus à huis-clos en Italie.

Le patron de la NFL confiant pour le bon déroulement de la saison à venir

Le patron de la Ligue professionnelle nord-américaine de football américain (NFL) Roger Goodell s'est déclaré "très chanceux" du si peu de cas de joueurs positifs au Covid-19 décelés lors des camps d'entraînement, et confiant dans le bon déroulement de la saison.

Goodell s'est exprimé mardi lors d'une conférence téléphonique avec les médias, après la dernière série de tests diligentée par la NFL entre le 21 et le 29 août, dont quatre se sont avérés positifs chez les joueurs et six dans l'encadrement des équipes.

"Ca ne sera pas facile, et ça sera différent, mais nous sommes préparés", a déclaré Goodell, à l'approche d'une saison qui doit démarrer le 10 septembre avec un match entre Kansas City et Houston, et s'achever par le Super Bowl en février prochain à Tampa en Floride.

En ce qui concerne la politique en matière de tests de dépistage, l'association des joueurs plaide en faveur de la poursuite de tests quotidiens comme cela a été le cas pendant les camps d'entraînement, alors que la direction de la NFL est plutôt favorable à l'arrêt de cette pratique. La direction de la NFL a prévu de faire jouer la plupart des matches à huis clos, et certains avec un nombre limité de spectateurs tout en faisant respecter les règles de distanciation sociale.

Suivant le protocole dévoilé mardi, les entraîneurs et le personnel devront en outre porter un masque pendant les matches.

L'Inter exclut la possibilité de recruter Messi

Recruter le sextuple ballon d'or Lionel Messi n'est pas dans les objectifs ni dans les moyens de l'Inter Milan, a assuré mardi un responsable du vice-champion d'Italie.

"Je ne sais pas d'où peuvent venir certaines idées", a affirmé sur Sky Sport Piero Ausilio, directeur sportif de l'Inter, l'un des clubs cités, avec Manchester City et le Paris SG, comme une destination possible pour la star argentine en cas de départ du Barça.

"Aucun entraîneur, aucun président, ne voudrait pas de Messi dans son équipe. Mais la réalité est très différente...", a-t-il ajouté, à l'occasion de l'ouverture officielle du marché des transferts en Italie.

"Notre réalité, c'est celle d'un marché prudent", basé sur des ventes de joueurs avant de pouvoir investir, a souligné le dirigeant nezzuro.

Il en a profité pour confirmer des négociations en cours avec la Roma pour recruter le défenseur Aleksandar Kolarov et pour exclure tout départ de l'attaquant argentin Lautaro Martinez, pour lequel le FC Barcelone avait fait part de son intérêt il y a plusieurs mois. Le marché des transferts fermera le 5 octobre.

APS

FIFA Nomination d'un comité de normalisation pour la Fédération vénézuélienne

Le Bureau du Conseil de la Fédération internationale de football (FIFA) a décidé de nommer un comité de normalisation pour la Fédération vénézuélienne de football (FVF), a indiqué l'instance sur son site officiel.

Il a en outre estimé que la FVF est actuellement confrontée à une situation où son président et son premier vice-président ne peuvent, à titre permanent, assumer leur fonction.

Cela fait notamment suite au décès du président de la FVF, Jesús Berardinelli.

En ces temps déjà particulièrement difficiles, cette absence de leadership empêche la FVF de prendre des décisions administratives et sportives importantes, ce qui pourrait nuire au développement du football vénézuélien à tous les niveaux, souligne la FIFA.

De plus, les restrictions imposées en raison de la pandémie de Covid-19 pourraient aussi empêcher la FVF de convoquer un congrès électoral dans les délais et selon les exigences définies dans ses statuts, ajoute la FIFA.

Compte tenu de la situation susmentionnée, il a été décidé, en consultation avec la CONMEBOL, que le mandat du comité de normalisation comprendrait les tâches suivantes :



gérer les affaires courantes de la FVF, organiser des élections pour tous les membres de la FVF et organiser l'élection d'un nouveau comité exécutif de la FVF. Les membres du comité de normalisation seront désignés dans les

prochains jours et leur identité sera révélée dans la foulée. Conformément au Règlement de Gouvernance de la FIFA, tous les membres du comité de normalisation seront soumis à un contrôle d'éligibilité. Le comité de normalisation

œuvrera en qualité de commission électorale et aucun de ses membres ne sera éligible pour les postes à pourvoir lors des élections. Le mandat du comité de normalisation expirera au plus tard le 30 juin 2021, conclut la FIFA.

UEFA La Supercoupe d'Europe maintenue

Le match de la Supercoupe entre le Bayern Munich, vainqueur de la Ligue des champions, et le Séville FC, victorieux de la Ligue Europa, aura bien lieu à Budapest le 24 septembre, a indiqué l'UEFA.

"Le match aura bien lieu comme prévu, assure l'UEFA. La fermeture des frontières n'aura pas d'impact sur la rencontre.

Le gouvernement hongrois nous l'a assuré. Nous sommes en discussion avec lui pour connaître ses exigences pour l'entrée des supporters dans le pays.

Les spectateurs pourront venir sous certaines conditions, qui ne nous ont pas encore été notifiées.

On devrait les connaître d'ici la fin de

la semaine ou en début de la semaine prochaine.

"Pour tenter d'endiguer la pandémie de Covid-19, la Hongrie a fermé ses frontières pour un mois minimum.

La rencontre Bayern-Séville doit se tenir avec 30 % de la capacité du stade, soit un peu plus de 20 000 spectateurs.

JUVENTUS Higuain va rejoindre l'inter Miami (MLS)

L'attaquant de la Juventus de Turin, l'Argentin Gonzalo Higuain serait proche de quitter le championnat italien en direction de l'inter Miami, club de la Major League Soccer (MLS), a rapporté mercredi le site TyC Sports. Selon la même

source, Higuain aurait vraisemblablement scellé un accord avec l'inter Miami, entraîné par l'ancien capitaine de la sélection d'Angleterre, David Beckham, où il compte poursuivre sa carrière. L'avant-centre de 32 ans aurait conclu un

accord avec l'inter Miami de David Beckham, et va s'engager jusqu'en décembre 2022 en faveur de la franchise floridienne et percevoir un salaire XXL d'un montant non communiqué, de plusieurs millions. Poussé vers la sortie par le

champion d'Italie, avec lequel il était encore lié jusqu'en juin 2021, Gonzalo Higuain pourrait être remplacé numériquement par Luis Suarez. L'attaquant uruguayen du FC Barcelone serait proche de sceller un accord avec les Bianconeri.

CONFLIT AVEC LE FC BARCELONE Le père de Messi arrive à Barcelone

Jorge Messi, le père et agent de la star argentine Lionel Messi, a atterri mercredi matin à Barcelone, alors que son fils est en plein conflit avec le club catalan qu'il veut quitter, rapporte des agences de presse.

Selon la presse sportive barcelonaise, Jorge Messi doit rencontrer ces prochaines heures le président du Barça, Josep Maria Bartomeu, afin de tenter de trouver une solution pour son fils qui ne s'est pas présenté dimanche et lundi pour

la reprise du club. Le père de Lionel Messi est arrivé de Rosario en Argentine autour de 08H00 (06H00 GMT) au terminal des avions privés de l'aéroport d'El Prat à Barcelone et est monté dans un taxi après avoir évité une nuée de caméras. "Je ne sais rien", s'est-il contenté de répondre aux médias.

La semaine dernière, le sextuple Ballon d'Or a provoqué un séisme sur la planète foot en annonçant via ses avocats son intention de résilier unilatéralement son

contrat avec le club catalan où il est arrivé à l'âge de 13 ans, en 2000.

Messi fait valoir une clause de son contrat, qui court jusqu'en juin 2021, lui permettant de quitter le club librement une fois la saison terminée.

Pour le Barça, cette clause a expiré le 10 juin mais l'Argentin considère qu'elle est toujours valable en raison du caractère atypique de cette saison, les compétitions ayant été reportées durant plusieurs mois à cause de la pandémie de coronavirus.

FC BARCELONE Le père de Messi va rencontrer Bartomeu (média)

Le père de Lionel Messi, Jorge Messi, rencontrera mercredi Josep Maria Bartomeu, le président du FC Barcelone, a révélé ESPN. Jorge Messi, également agent de Lionel Messi, demanderait à Bartomeu

de laisser partir son fils sans indemnités. Bartomeu de son côté voudrait proposer une prolongation de contrat pour l'Argentin au club jusqu'en 2023. La famille Messi et le FC Barcelone sont en conflit. Messi

a manqué mardi le deuxième entraînement du club. La semaine dernière, il a informé le club de son souhait de partir. Le montant de la clause libératoire de Messi est de 700 millions d'euros. Selon différents

médias espagnols, l'Argentin pourrait partir gratuitement selon une clause figurant dans son contrat, qui court jusqu'en 2021, mais selon La Liga, l'organisateur du championnat d'Espagnol, ce n'est pas le cas.

**Arsenal :
Parthey veut venir**

Cible d'Arsenal depuis plusieurs semaines, Thomas Parthey, le milieu de terrain de l'Atletico Madrid, ne serait pas insensible à cette marque d'intérêt. L'International ghanéen l'a fait savoir à son entourage. Selon plusieurs médias espagnols, Thomas Parthey aurait fait part à son entourage de son envie de rejoindre Arsenal pendant le mercato estival. Du coup, les dirigeants londoniens, mis au courant, ont relancé le dossier ces dernières heures. Une nouvelle offre aurait été transmise au club espagnol dans laquelle serait inclus Matteo Guendouzi dont Mikel Arteta veut se débarrasser. Au joueur français, Arsenal ajouterait un chèque de 45 millions d'euros.



**MARCO
ASENSIO À
NOUVEAU
BLESSÉ**

Le milieu offensif du Real Madrid s'est blessé avec la sélection et sera donc indisponible pour ce rassemblement.

Coup dur pour Marco Asensio. Revenu récemment d'une rupture des ligaments du genou l'ayant éloigné des terrains toute la saison dernière, le milieu offensif du Real Madrid avait retrouvé la Roja, convoqué par Luis Enrique pour ce rassemblement de septembre. Mais le joueur de 24 ans doit quitter le groupe, comme cela vient d'être annoncé.

Il souffre d'un gonflement au genou l'empêchant de jouer, et le contraignant au repos quelques jours. Rien de très grave semble-t-il donc pour le Real Madrid, mais une vraie déception pour le joueur de retour sous le maillot espagnol.

**HIGUAIN VA
REJOINDRE
L'INTER**

Poussé vers la sortie par Andrea Pirlo à la Juventus Turin, Gonzalo Higuain devrait rebondir à l'Inter Miami de David Beckham.

L'Inter Miami peut se frotter les mains. Après Blaise Matuidi, le club de Beckham s'appête en effet, selon Tyc Sports, à accueillir Gonzalo Higuain. De quoi donner des couleurs à une équipe encore en construction. L'arrivée de « Pipita » n'est pas encore officielle mais la Vieille Dame ne comptant pas sur lui, ce départ hors d'Europe ne devrait a priori pas poser de problème majeur, le club économisant au passage son très imposant salaire.

De plus, depuis son arrivée aux manettes de la Juventus Turin, Andrea Pirlo cherche à rajeunir son équipe et n'a pas hésité à indiquer à l'attaquant argentin qu'il ne comptait pas sur lui. Une fin de non-recevoir qui se transforme en opportunité pour le club floridien.

Selon le média argentin, l'accord est total avec Higuain, directement contacté par David Beckham, et qui devrait s'engager jusqu'en décembre 2022 moyennant un contrat de plusieurs millions de dollars. Après 14 ans en Europe, Higuain va, à 32 ans, découvrir la MLS.

**Le départ de
Wijnaldum prend
forme**

Convaincu par le FC Barcelone alors qu'il lui reste un an de contrat avec Liverpool, le milieu de terrain de Liverpool, Gini Wijnaldum pourrait quitter les Reds dans les prochains jours.

Selon des informations rapportées par les médias espagnols, le FC Barcelone travaille en coulisses au transfert de Gini Wijnaldum. Et celui-ci commencerait à prendre forme. Ronald Koeman a récemment quitté son rôle aux Pays-Bas pour rejoindre le Barca et a fait de Wijnaldum une signature « prioritaire ».

De son côté, Liverpool n'exclut pas un départ de son joueur âgé de 29 ans et à qu'il reste un an de contrat. Le transfert pourrait rapidement se conclure autour de 25 millions d'euros laisse entendre de son côté le journal catalan, Sport. Et le départ de Wijnaldum pourrait ouvrir la porte à l'arrivée prochaine de Thiago Alcantara en provenance du Bayern Munich.



**JAMES À EVERTON,
C'EST IMMINENT**

N'entrant plus dans les plans de Zinedine Zidane, James Rodriguez (29 ans) ne sera plus un joueur du Real Madrid dans les prochaines heures. En effet, The Telegraph nous apprend que le milieu offensif colombien a trouvé un accord avec Everton, où il retrouvera son ancien mentor, Carlo Ancelotti, pour un contrat de trois années. Un transfert qui devrait permettre au club espagnol de récupérer entre 25 et 30 millions d'euros. Une belle affaire alors que le Cafetero dispose d'un bail qui expire en juin prochain.

**PÉREZ CONTRAINT
DE FAIRE UN
CHÈQUE À GARETH
BALE ?**

Le président du Real Madrid n'a pas le choix : pour faire partir Gareth Bale, il va devoir lui faire un chèque.

Encore une fois poussé vers la sortie par le Real Madrid cet été, Gareth Bale ne semble pas être prêt à quitter la capitale espagnole. Le Gallois s'accroche à ces deux dernières années de contrat qui lui rapportent 17 millions d'euros par an. En l'état, aucun club n'est prêt à payer un gros transfert pour recruter le numéro 11 merengue. Et encore moins à lui offrir un tel salaire. Pour le faire partir, Florentino Pérez n'aura pas le choix. Il devra le laisser libre et au minimum compenser sa future perte de salaire. Pour contenter Zidane, qui ne veut plus entendre parler de Bale, Pérez devra donc faire un chèque à son international gallois. Impossible quand celui-ci signait au Real Madrid en 2013 et devenait le joueur le plus cher du monde à l'époque.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction
A. CHERBAL

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 **EMAIL** : contact@dknews-dz.com - **SITE** : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / **E-MAIL** : contact@dknews-dz.com - **IMPRESSION** : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - **TÉL.** : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - **FAX** : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

CONSEIL DE LA NATION

Ouverture de la session parlementaire 2020/2021

Le Conseil de la nation a ouvert, mercredi, sa session parlementaire ordinaire pour l'exercice 2020/2021, lors d'une séance plénière présidée par Salah Goudjil, président par intérim du Conseil de la nation.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, et des membres du Gouvernement. L'ouverture de cette session intervient conformément aux dispositions de l'article 135 de la Constitution et de l'article 15 de la loi organique définissant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres du Parlement et le Gouvernement.



RÉFÉRENDUM SUR LA CONSTITUTION

Le 1er novembre prochain, une nouvelle ère dans l'histoire du pays (Chenine)

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine a estimé, mercredi, que le 1er novembre de cette année, date à laquelle se tiendra le référendum sur la Constitution, "sera la proclamation d'une nouvelle ère et la fin de celle de la monopolisation du pouvoir et de la richesse". Le 1er novembre prochain, date du référendum sur la Constitution, "sera la proclamation d'une nouvelle ère, fondée sur la citoyenneté active, la légitimité populaire et la justice sociale, et la fin de l'ère du népotisme, de la main mise et la monopolisation du pouvoir et de la richesse", a affirmé M. Chenine.

à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire ordinaire, en présence du président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, du Premier ministre, Abdelaziz Djerad et des membres du Gouvernement. L'APN, a-t-il assuré, "est un partenaire constitutionnel dans l'élaboration des politiques générales, l'édification de l'état de droit, la promotion de l'action démocratique et le renforcement de la stabilité de l'Etat". En tant que représentants nationaux du peuple, "nous œuvrons à la contribution à l'édification des fondements de la Nouvelle République, à travers une participation active et fructueuse au référendum sur le projet de la révision constitutionnelle".

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine a estimé, mercredi, que le 1er novembre de cette année, date à laquelle se tiendra le référendum sur la Constitution, "sera la proclamation d'une nouvelle ère et la fin de celle de la monopolisation du pouvoir et de la richesse". Le 1er novembre prochain, date du référendum sur la Constitution, "sera la proclamation d'une nouvelle ère, fondée sur la citoyenneté active, la légitimité populaire et la justice sociale, et la fin de l'ère du népotisme, de la main mise et la monopolisation du pouvoir et de la richesse", a affirmé M. Chenine.

JUSTICE
Tribunal de Sidi M'hamed : le procès des frères Kouninef reporté au 9 septembre

Le procès des trois frères Kouninef, jugés pour des affaires de corruption, a été reporté mercredi par le Tribunal de Sidi M'hamed au 9 septembre, à la demande de la Défense. Les frères Réda, Abdelkader-Karim et Tarek Kouninef avaient été placés le 24 avril 2019 sous mandat de dépôt, après avoir comparu la première fois devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed. Ils devaient répondre à plusieurs chefs d'inculpation dont "trafic d'influence", "blanchiment d'argent", "obtention d'indus avantages", "détournement de fonciers et de concessions", et "non respect des engagements contractuels dans la réalisation de projets publics".

La demande du report du procès a été justifiée par "l'impossibilité" pour les avocats d'avoir accès à des dossiers et autres documents jugés "nécessaires au bon déroulement du jugement", selon l'argumentaire de la Défense.

La juge a donné instruction à l'effet de permettre à la Défense d'accéder aux documents réclamés.

APS

PUBLICITÉ

COMMUNICATION-PRESSE-ÉTHIQUE Le ministère de la Communication met en garde contre la recrudescence de l'"usage abusif" des fausses signatures d'articles de presse

Le ministère de la Communication a mis en garde, mercredi dans un communiqué, contre la recrudescence de l'"usage abusif" des pseudonymes ou fausses signatures d'articles de presse, en le qualifiant de pratique "anti-professionnelle" et "contraire" à la déontologie de l'exercice du journalisme. "La recrudescence de l'usage abusif et inconsideré des pseudonymes ou fausses signatures d'articles de presse nous pousse, en tant qu'acteurs et professionnels du secteur de la Communication, à nous en départir, car il s'agit là d'une pratique anti-professionnelle, contraire à l'éthique et à la déontologie de l'exercice du journalisme", précise le communiqué. Le ministère juge "utile, dans ce contexte, de rappeler que le journalisme est d'abord un engagement : celui d'informer et de faire éclater la vérité, en toutes circonstances, ce qui exige du courage, de l'audace, mais aussi un sens élevé de la responsabilité, dans le prolongement d'un long parcours historique de la profession, un parcours semé de sacrifices et de militantisme au service de la

patrie". "S'il était possible d'admettre la généralisation, puis la banalisation de l'usage des pseudonymes comme moyen de survie en période de chasse aux journalistes, comme ce fut le cas pendant la décennie noire, ce ne doit pas être le cas dans le contexte actuel de libre exercice de la profession, où la pratique est attribuée à des plumitifs de l'ombre et assimilée à une clandestinité identitaire", ajoute la même source. Le ministère de la Communication relève que "l'usage inconsideré des pseudonymes et des textes anonymes est aussi nuisible que les lettres anonymes, auxquelles le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, vient de décider la fin de course en les passant au broyeur. Au même titre que ces lettres, il s'agit souvent d'un vil moyen pour briser la carrière de nombreux cadres compétents et intègres. Les articles anonymes et les fausses signatures sèment le doute et rongent la confiance entre gouvernants et gouvernés, gestionnaires et subordonnés... entre le peuple et son Etat, le peuple et son armée". Il considère qu'"autre le

manque de courage pour affronter et assumer leurs écrits, les amateurs de l'anonymat et de l'opacité empruntent une démarche malhonnête, celle de garder au secret leur plumé pour tromper leurs lecteurs. Pourtant, le fait de ne pas signer certains textes n'élué pas la responsabilité des auteurs à l'égard de leur production, ni celle des médias face à ce qu'ils publient ou diffusent". "Il est impératif de savoir que les écrits constitutifs de délits ne peuvent être absouts par l'usage de pseudonyme et d'initiales, et l'identité de leurs auteurs ne peut être soustraite à la connaissance du juge en cas de poursuites", poursuit le communiqué.

"A très court terme, il appartiendra à l'Autorité de régulation de la presse écrite, instituée par l'article 40 de la loi organique n 12-05 du 12 janvier 2012 relative à l'information, d'assurer la veille requise par la prolifération de ce genre d'écrits, afin d'en limiter l'usage en vue de la généralisation des règles éthiques et déontologiques pour un exercice sain et apaisé de la liberté de la presse", fait savoir le ministère.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الشؤون الدينية والأوقاف
ՀԱՅԷԿ Ի ՏԵԼԵՎԻԶԻՆ, ԵՐԿՐԱԿԻ և ՏԵԼԵԿԻՆԷԿ

﴿حُدِّثُوا عَنْ آلِهَتِكُمْ إِذَ بَعَثَ فِيكُمْ بِرَسُولٍ أَمَّا بَعَثَ فِيكُمْ بِرَسُولٍ﴾

الحملة الوطنية التاسعة عشرة لصندوق الزكاة

1442 هـ / 2020 م

تُدفع الزكاة :
بالمساجد عبر الوطن
بالحسابات البريدية الولائية

<https://www.marw.dz/zakate/>

DK NEWS Anep Gratuite : du 03/09/2020